

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Après le Congrès de Lyon (*Boris Souvarine*). — Lénine et Wilson (*Victor Serge*). — Les Funérailles de Lénine (*G. Zinoviev*). — La Mort de Lénine et le devoir des Léninistes (*G. Zinoviev*). — Lénine, philosophe (*Alix Guillaïn*). — Lénine et la politique extérieure russe (*G. Tchitchérine*).

— Lénine et le commerce extérieur russe (*Krasine*). — Le « Labour Party » et nous (*H. Borel*) ; Réponse de Rosmer. — Discussion sur le Change (*Marcel Ollivier*). — A la veille de la Révolution (*A. Chliapnikov*). — Bibliothèque Communiste.

Après le Congrès de Lyon

LE Congrès de Lyon a été tel que jamais notre Parti, le nouveau et l'ancien, n'en avait vu de semblable.

Au lieu des bavardages sempiternels d'autrefois, au lieu des effets de tribune et des incidents de séances savamment calculés par des stratèges parlementaires, au lieu des luttes de tendances et des combinaisons de couloirs, nous avons eu un Congrès de travail effectif et d'unité vraie.

Sans doute, tout n'a pas été parfait. On a constaté un certain manque d'initiative chez beaucoup de délégués, une tendance à laisser à la même poignée de militants le soin de participer aux débats, un excès de concentration des questions importantes à la « Commission politique ». Cela tient à l'insuffisance de préparation que nous avons signalée ici dès avant le Congrès. Tout ce travail préliminaire à peine ébauché par la Direction du Parti, il a fallu que la « Commission politique » l'accomplisse.

Rien d'étonnant à ce que l'on n'atteigne pas la perfection du premier coup. La prochaine fois, nous ferons mieux, — pourvu naturellement qu'on tienne compte des nombreuses critiques formulées à l'occasion du Congrès et qu'on évite de les mériter une fois de plus.

Le fait le plus remarquable a été l'unanimité avec laquelle l'ensemble des militants ac-

tifs ont réagi contre les fautes passées, tant dans la Fédération de la Seine que dans tout le Parti. Les critiques prononcées au Congrès fédéral ont été renouvelées au Congrès national, les reproches essuyés par le Comité Directeur et le Bureau Politique l'avaient été auparavant par le Comité fédéral et le Bureau fédéral. Même esprit, même argumentation tirée de l'expérience du communisme international. Mais comme les responsabilités de la Direction du Parti sont plus grandes que celles des dirigeants de la Fédération, les critiques ont été à son endroit plus nombreuses, plus nourries et plus fortes.

Quand un Parti s'oriente avec un pareil ensemble, c'est un signe indéniable de cohésion et de progrès politique.

La résolution votée à Lyon sur « la tactique et l'organisation » est celle même du Congrès de la Seine, mais amendée, c'est-à-dire complétée et renforcée. Pour la caractériser, il nous suffira d'y relever sommairement les points essentiels, que nous nous abstenons de développer puisque nous l'avons fait dans le *Bulletin* avant le Congrès.

La Direction du Parti, dit la résolution, « a établi un centralisme excessif, une discipline trop mécanique et ses préoccupations nécessaires d'organisation intérieure et administrative, ainsi que certains défauts de fonction-

narisme et de bureaucratie ont gêné son travail politique. Il n'a pas été consacré au recrutement les efforts nécessaires, par suite de la conception erronée de sélectionner trop rigoureusement les nouveaux adhérents à l'entrée du Parti au lieu de réaliser cette sélection dans l'organisation, à l'épreuve du travail, de l'action, par suite aussi d'une tendance à délaier l'œuvre du recrutement dans la masse inorganisée pour la concentrer dans le mouvement syndical. »

Cette appréciation générale est précisée plus loin. Le paragraphe sur le « centralisme excessif » résume nos propres critiques :

« Le Bureau Politique a absorbé presque tout le travail de direction. Le Comité Directeur n'a pas suffisamment joué son rôle ; on a limité son activité à des discussions administratives. Il en est résulté une sorte de congestion qui a gravement affecté l'action centrale du Parti. Le Bureau Politique, accablé par des tâches multiples n'a pas toujours pu trouver en face de chaque événement, la solution qui s'imposait, et ses membres n'ont pas eu, de ce fait, la possibilité de remplir au mieux leurs tâches individuelles. Nos fédérations et sections, se croyant tenues d'attendre les indications du Centre, se sont trop souvent abstenues d'agir. »

Puis, à propos de la « discipline trop mécanique », la résolution rappelle que « paralyser l'esprit d'initiative et de controverse aboutit à diminuer la vie intellectuelle et à nuire au développement de la maturité et du sens politique des militants du Parti. »

Certains parlent toujours de notre « manque de cadres », qui est réel, mais ne font rien de ce qui est indispensable pour en former de nouveau. Il est dit à leur intention :

« La direction n'a pas réussi à intéresser la masse des adhérents aux problèmes politiques à résoudre. C'est pourtant par ce travail d'éducation politique qu'il est possible de remédier au manque de cadres dont on se plaint partout en suscitant des énergies et des capacités nouvelles. »

Sur notre tactique du front unique, la résolution remet en vigueur des notions que l'ancienne Direction du Parti avait trop souvent perdues de vue :

« L'emploi de lettres ouvertes aux chefs des partis se réclamant de la classe ouvrière est insuffisant. Il doit être la conséquence d'une préparation politique préalable et entouré d'une agitation constante. Le front unique ne saurait impliquer ni l'atténuation du droit de critique communiste envers les réformistes, ni le renoncement au devoir d'initiative du Parti. Celui-ci doit conserver l'initiative de l'action,

ou la ressaisir s'il la perd. En aucun cas, il ne doit subir l'influence d'organisations irresponsables et non contrôlées par la classe ouvrière. »

Les prescriptions positives pour le travail d'avenir découlent d'elles-mêmes de toutes ces considérations. Elles rétablissent les divers organes du Parti dans leurs prérogatives et responsabilités, ordonnent de maintenir ou de stimuler une vie intérieure active au Parti, invitent à créer une liaison vivante entre la Direction du Parti et la base de celui-ci, entre le Parti et la masse ouvrière. Elles restituent son importance à la tâche du recrutement et surtout donnent la première place à la formation des cellules d'usines, sans lesquelles le Parti manquera de ramifications profondes dans le prolétariat.

La résolution sur « la tactique et l'organisation » dicte la conduite des militants pour l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes. Son sens est on ne peut plus clair, et l'unanimité du vote ne l'est pas moins. Le Parti s'est aperçu à temps d'une grave déviation et des dangers qu'elle eût comporté en s'accroissant. Il s'est ressaisi de lui-même, sans influence extérieure, et il a su tracer sa voie, la bonne, que l'Internationale approuve.

Les résolutions sur la question syndicale, sur la politique de la Ruhr, sur la question paysanne, et le programme du « Bloc ouvrier et paysan », adoptés au Congrès, donnent au Parti des directives solides pour sa lutte de l'année qui commence. Il ne s'agit plus que de les mettre en œuvre.

Les militants seront désormais jugés selon la mesure où ils auront su remplir les devoirs que le Congrès leur a assignés. Nous avons maintenant à montrer dans le travail positif ce dont les communistes sont capables. Pour sortir avec honneur des nouvelles épreuves qui nous attendent, nous n'aurons pas trop de toutes les capacités, de toutes les énergies, de toutes les intelligences que notre Parti recèle. C'est le moment pour les forces neuves de se montrer et pour les anciens de découvrir des nouveaux.

Nos dernières assemblées de parti ont montré que dans l'année écoulée, une pléiade de jeunes militants s'est levée qui promet un renforcement remarquable de nos cadres. Cette « relève » a été, contrairement à ce qui se passait autrefois, non accueillie avec méfiance, mais saluée avec joie. Toutes les possibilités de travail et d'action lui sont, ou lui seront données. Maintenant, il faut se mettre aux tâches pratiques, qui sont lourdes. Nous n'avons que l'embarras du choix.

Boris SOUVARINE.

Lénine et Wilson

Lénine nous a quittés à jamais le soir du 21 janvier. Un million d'hommes, immense masse révolutionnaire, ont suivi son convoi. Des hommes de fer, des hommes de volonté inflexible, des hommes endurcis contre toutes les rigueurs du sort par un formidable ouragan social, des hommes dont les fortes mains continuent à saper le vieux monde, ont porté son cercueil, les dents serrées, la gorge remplie de sanglots refoulés. A Buenos-Ayres, au Cap, à Paris, à Glasgow, à Vladivostok, à Tokio, à Sidney, au fin fond de l'Inde et de la Mongolie, l'annonce de la mort de Lénine a fait naître dans des millions de cœurs une soudaine angoisse. Puis l'angoisse a passé. On s'est incliné sur sa tombe. On s'est redressé avec fierté :

« Nous continuerons ! La révolution continue ! »

Un autre homme dont le nom fut dans tous les esprits à un moment de l'histoire récente, mourait cependant, en Amérique, isolé, quasi oublié, fini, raillé : le président Wilson, dont la vie s'acheva le 3 février, à Washington. Les Etats-Unis lui ont fait de pompeuses funérailles ; les journaux lui ont consacré les respectueuses notices qu'on doit à tout président de la République du Dollar. Dans les masses d'hommes qui peinent et luttent par le monde, le rappel de son nom n'a fait naître que de l'amertume. Depuis plusieurs années, Wilson se survivait, politiquement mort, et survivait à son œuvre avortée.

Il entre dans le néant. Wilson mort, presque rien ne subsiste du wilsonisme.

*
*
*

Souvenez-vous de l'enthousiasme des foules en 1918. Les quatorze points de Wilson. L'injonction à l'Allemagne de devenir une démocratie. La paix des peuples sans diplomatie secrète, sans traités déshonorants, sans annexions ni indemnités. La Société des Nations. Le désarmement. Des millions de pauvres gens bernés par tous les patriotismes du monde croyaient sortir d'un cauchemar.

Il y avait dans ces vastes affirmations du Président des Etats-Unis comme un écho, altéré et déformé, des appels du Soviet de Pétrograd. Ce serait, entre parenthèses, une étude intéressante à faire que de rechercher dans quelle mesure la bourgeoisie libérale américaine, subissant la pression des masses populaires d'Europe et d'Amérique, fut, indirectement mais à coup sûr fortement, influencée, dans sa « crise wilsonienne » par la révolution russe.

Woodrow Wilson, vint vers l'Europe, angu-

leuse figure d'économiste protestant, salué comme le porteur d'un « évangile nouveau » (*sic* : journaux de l'époque). Ce porte-parole du grand libéralisme bourgeois, représentant des intérêts du capitalisme américain, profondément fourvoyé dans son idéologie, devait en réalité n'être que l'instrument et le jouet de forces sociales qu'il ne comprenait pas.

Probablement sincère, sans doute idéaliste, sans doute honnête à la manière des bourgeois puritains de son pays, désespérément borné, Wilson allait tenter d'imposer à l'époque du capitalisme financier impérialiste, des trusts, du partage du monde, de la révolution sociale, — le respect d'une conception libérale en retard de trente ans, engendrée par le capitalisme libre-échangiste, démocratique, humanitaire, pré-impérialiste en un mot.

Sa sincérité fournit à l'impérialisme un masque parfait, fort utile au moment où partait sur l'Europe la vague révolutionnaire. Son démocratisation devint l'instrument de la plus grande duperie des masses que l'on puisse concevoir. Relisez les quatorze points, et confrontez-les avec le traité de Versailles. Il s'agissait de promettre aux peuples en armes revenant des tranchées, une paix véritable ; de détourner leurs yeux des torches de la révolution russe ; de les faire patienter pour que s'usât la colère, pour que s'émoussât la révolte, pour que mourût la révolution bolcheviste. Ce fut la tâche de Wilson.

L'Allemagne ne paie pas d'indemnité de guerre mais elle doit payer les réparations. Le respect du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes n'empêche ni le régime d'exception institué par la France en Alsace-Lorraine, ni le mauvais coup de la Sarre, ni celui de la Haute-Silésie, ni celui de la Ruhr. L'Europe Centrale est balkanisée. Les côtes de la Baltique se couvrent d'Etats non-viables. Ce n'est pas le lieu de refaire le procès de l'acte de Versailles. A l'impérialisme allemand s'est substitué l'impérialisme français entouré de vassaux d'autant plus aventureux qu'ils ont moins de sécurité intérieure. L'état de guerre est devenu latent dans l'Europe dévastée.

A peine sortons-nous de la guerre économique de la Ruhr : la mécontente anglo-française s'accuse, la crise du franc engage doucement le plus grand pays vainqueur dans la voie qu'a suivi jusqu'au bout le plus écrasé des pays vaincus. L'impérialisme américain désavouant Wilson — car il n'a plus besoin de masque ! — limite, selon les accords de Washington, le nombre de ses dreadnoughts ; mais pour construire des sous-marins et des avions plus utiles dans la guerre moderne. Il n'est question que de gaz nouveaux, de su-

per-dreadnoughts aériens, de guerre chimique, d'armes bacillaires, de tanks mystérieux, de mines et de contre-mines diplomatiques.

La Société des Nations, dernière incarnation du wilsonisme, atteinte de paralysie générale, traîne des jours sans gloire en des pèlerinages ridicules : Fiume, Vilna, Corfou...

Le wilsonisme a été un des grands bluffs de l'histoire moderne : le stratagème le plus habile imaginé par les classes possédantes pour « rouler » les classes laborieuses au sortir de la boucherie impérialiste.

L'idée est plus morte que l'homme qu'elle a devancé de quatre ans dans la tombe. L'homme, peut-être sincère, est mort de la mort de son idée...

*
**

A l'époque où Wilson, à l'apogée de sa renommée, traversait l'Océan pour collaborer avec Clémenceau, Orlando, Lloyd George, quelle rage impuissante se déchainait chaque jour contre le bolchevisme de Lénine ! Depuis les campagnes de la presse anglaise contre la Révolution française, depuis les infamies déversées par la presse parisienne sur les Communards vaincus, le monde n'avait pas connu de débordements d'outrages, d'injures, de basse calomnie, d'insanités, comparable à celui de cette année-là, contre la révolution russe. Déjà Lénine était, à la fois, l'homme le plus aimé du monde — d'un côté de la barricade — et l'homme le plus haï, de l'autre côté. Nul ne voulait croire à la durée de son œuvre. En dehors des frontières de la Commune russe cernée et assiégée par deux impérialismes, nul d'entre les rares premiers admirateurs ne pouvait dominer une profonde inquiétude.

Rien n'était plus incertain que l'avenir de la révolution. Nulle figure n'était plus énigmatique que celle de « l'extrémiste » Lénine. Que c'est loin, cela ! Que c'est mort ! — et qu'il est vivant, réellement, profondément vivant, le géant révolutionnaire dont on vient de coucher la froide dépouille aux pieds des murs criblés de balles du Kremlin !

Vivante, la Russie des Soviets qu'une importante victoire diplomatique — la reconnaissance de *jure* par l'Angleterre — surprend dans son deuil. Vivant, le Parti Communiste russe qui se soumet lui-même au grand jour, sous les yeux d'une nuée d'ennemis, à une sévère mais vivifiante critique. Vivante, la pensée de Lénine, plus vivante qu'elle ne le fut pendant la plus grande partie de sa vie.

Quand il travaillait obscurément à Cracovie, ou à Genève, quelque dix mille bolcheviks à peine le connaissaient. Ses livres, maintenant, sont étudiés ligne à ligne par toute la jeune génération d'un peuple d'élite. Ses idées sont des armées. Nous les approfondissons tous, et tous nous avons à chaque jour la sensation d'être en présence d'une œuvre si riche et si

forte qu'il faudra des années au mouvement ouvrier international pour se l'assimiler. Je n'écris pas une de ces lignes à la légère comme on fait dans le « journalisme » ; j'ai sur ma table quelques volumes des *Oeuvres complètes* d'Ilitch ; et je puis bien affirmer que lorsque ses articles des premiers mois de 1917 seront traduits, on s'étonnera de voir Lénine grandir encore, tant son réalisme prophétique apparaîtra puissant.

Vivante, l'Internationale Communiste qu'il a fondée. Vivant, l'Orient révolutionnaire dont il a salué le réveil...

C'est l'occasion de signaler qu'un fait historique qui a passé à peu près inaperçu, d'une importance encore malaisée à apprécier, est venu tout dernièrement apporter une confirmation nouvelle à l'une des grandes idées de Lénine. Dans son livre sur *l'Impérialisme* écrit en 1915, Ilitch montrait l'ère des guerres impérialistes, suprême phase du développement capitaliste, caractérisée par l'achèvement du partage du monde entre les grandes puissances de proie. Ce partage nous semblait, en effet, achevé ; aucun point du globe — en dehors de l'Union soviétique, — aussi reculé fût-il dans les jungles ou les déserts, n'étant soustrait à la domination capitaliste. Erreur ! La Grande-Bretagne a récemment, sans bruit mais avec le plus grand sérieux, annexé le Pôle Sud. Les Etats-Unis se préparent à annexer le Pôle Nord. On ne sait pas quelles richesses recèlent les continents arctique et antarctique ; on ne sait pas quelles possibilités d'exploitation de ces richesses trouvera la technique de l'avenir. La convoitise à longue portée de l'impérialiste n'attend pas. *Cette fois*, le partage du monde est bien fini.

*
**

Wilson : l'homme du mensonge démocratique. Mort, de la mort de son mensonge.

Lénine : l'affirmateur génial de la vérité révolutionnaire. Vivant, de la vie du prolétariat, dont l'histoire ne fait que commencer.

(Février 24.)

Victor SERGE.

Les Questions Russes

Dans ce numéro, nous ne publions pas d'articles sur la situation de la Russie soviétique et de son Parti communiste. Les forces de notre unique traducteur, attelé à la version des articles sur Lénine, ont des limites. Nous nous sommes entendus avec notre sœur La Correspondance Internationale pour le partage de la tâche ; et nous reproduirons d'après son texte la réponse de la Pravda aux articles de Trotsky, celle de Zinoviev au même, le rapport économique de Rykov, le point de vue d'Osinsky, etc.

Donc, au prochain numéro.

Les Funérailles de Lénine

Six Journées inoubliables

J'entends encore Nadiejda Konstantinovna (1) nous dire : « Tout va bien. Il est allé à la chasse. Il ne m'a pas emmenée. Il ne veut pas de gardienne. Le travail (la lecture) avance. Le moral est bon ; il badine, rit à gorge déployée. Les médecins maintenant assurent qu'en été il parlera... »

Tel était, en effet, l'avis des docteurs.

Et soudain, un coup de téléphone : *Lénine est mort...*

Une heure après, en traineau automobile, Boukharine, Tomsky, Kalinine, Staline, Kaménev et moi (Rykov est alité), nous nous dirigeons vers Gorki.

Tout comme jadis, quand, à son appel, nous accourions, nous volions à Gorki ! Mais maintenant...

Nous regardons les étoiles. Nous essayons de parler d'autre chose. Ilitch est mort ; que va-t-il advenir ? La route est si longue ; deux grandes heures ! Les amoncellements de neige valloignent la campagne, obstruent la voie. Les fils téléphoniques bruissent. L'air est si pur, la nuit si claire...

Gorki. Près du portail déjà, un rassemblement : des camarades de la garde de Lénine. Ils parsèment de branchages le chemin qui conduit à la maison. Je me rappelle : tout récemment, il y a quelques semaines, Kaménev, Boukharine et moi, nous regardions par l'entrebaillement des volés le parc où l'on promenait Vladimir Ilitch. Avec son bon sourire affable, de sa main valide, il soulevait sa casquette et saluait ces ouvriers qui le gardaient. Comme leurs visages rayonnaient ! Avec quel amour ils contemplaient leur Ilitch qu'ils aimaient comme un père, dont ils se sentaient les enfants... Aujourd'hui, ils baissent la tête, se serrant les uns contre les autres, parlent à voix basse, essuient des larmes.

Nous entrons dans la maison. Lénine est étendu sur une table. On lui a mis une nouvelle veste. Des fleurs. Des rameaux de pin. Il est dans la grande chambre, dont la porte sur le balcon est ouverte. C'est sur ce balcon qu'en été 1920, nous prenions le thé et décidions ensemble l'offensive sur Varsovie.

Nuit hivernale, neigeuse et claire. Dans la pièce où repose Ilitch, il fait froid. Beaucoup de lumière. La lune resplendit parmi les myriades d'étoiles. Les maisons des paysans paraissent toutes proches. Lénine se détache sur le fond de la Russie paysanne : tableau inoubliable.

Ilitch semble vivre. Il vient de se coucher pour se reposer. Il respire. Sa poitrine va se soulever. Son visage est paisible. Il est devenu encore plus affectueux. Les rides se sont effacées. Les plis profonds de la partie inférieure de la face près du cou sont restés. Il a dû se faire couper les cheveux il y a quelques jours. Il paraît presque jeune. Son visage est bon, tendre... Seulement, le vieux semble mécontent que nous le regardions si longuement et que les larmes emplissent nos yeux. Comment, des bolcheviks qui pleurent ?... Un baiser sur son front, sur ce front magnifique, immense, léninien. Il est maintenant

froid comme le marbre. Douleur effroyable : c'est donc vrai, tout est bien fini, il nous a quittés pour toujours !..

A deux heures du matin, séance du Comité Central au Kremlin. Nous revenons par le train. Nous n'arrivons qu'avec une heure de retard. Nous entrons. Minute poignante. Tous les cinquante sont assis et... ils se taisent. Silence de mort. Ils doivent ne rien dire depuis assez longtemps, depuis qu'ils sont ici. Tous, les léninistes intrépides, les lutteurs, élite du Parti, qui maintes fois ont affronté la mort, ils sont assis les dents serrées. Les mots ne peuvent franchir la barrière des lèvres. Pourtant, à la longue, on se met à parler. On reste jusqu'au matin. Orphelins ! Pendant ces heures, nous nous sommes sentis plus proches les uns des autres que pendant toute notre vie, que durant les longues années de notre lutte en commun.

Mardi, tout le Comité Central avec la Commission Centrale de Contrôle se rendent à Gorki. Deux wagons de troisième classe où tremblote la lueur blafarde des bougies ; tout l'état-major du parti léninien est là. On se rassemble par petits groupes. Silence. Pourtant, dans un coin, quelqu'un rappelle des souvenirs de détention. Tout à coup, le narrateur, qui vient de raconter sans amertume aucune et même en plaisantant les tortures auxquelles il a été soumis jadis dans la prison d'Orel, jette un rapide regard pour s'assurer que personne ne le voit, se détourne quelque peu et essuie furtivement une larme.

Nous arrivons à la gare. Les uns continuent leur route sur des voitures de paysans, les autres à pied. En longue file, par le sentier étroit, les membres du C.C. cheminent vers Gorki.

De nouveaux camarades et amis arrivent sans cesse. Lénine est veillé par une garde d'honneur. On l'a mis dans un cercueil rouge ; sous la tête, un petit oreiller rouge. Son visage est encore plus bienveillant, plus tendre. Sa main semble vivante. Jusqu'à la dernière minute, elle a pu fonctionner.

Le mercredi de grand matin, levée du corps. On le descend par l'escalier. Dehors, le visage prend une teinte cadavérique. Quelques flocons de neige tombent sur la veste de Lénine. Vite, nous les soufflons... Quatre verstes à pied. Nous le portons sur nos épaules. Tout le long du chemin, des groupes de paysans. Des gamins, engoncés dans leurs mauvaises *touloupes*, essuient leurs larmes avec leur poing. Personne ne se signe. Les premières couronnes sont simples, en rameaux de pin...

Nous voilà à la Salle des Colonnes (1). Qui l'a faite si belle ? Quelle main aimante et experte l'a si merveilleusement aménagée ? Et comme nous avons bien fait de renoncer à notre dessein de déposer le corps de Lénine dans une des salles du palais du Kremlin ! Oui, c'est bien là, dans la Maison des Syndicats, que devait avoir lieu les adieux de Lénine et du peuple.

Et c'est alors que commence le spectacle grandiose, inoubliable : dans les rues apparaît le peuple, la classe ouvrière, ses enfants. La marée

(1) Kroupskaïa, femme de Lénine.

(1) A la « Maison des Syndicats », ancien « Cercle de la Noblesse ».

humaine déferle sans fin. Durant les brèves journées hivernales, le jour et la nuit, par le froid glacial, des centaines de milliers d'ouvriers avec leurs mères, leurs femmes, leurs sœurs, des paysans, des soldats rouges, des étudiants, des enfants, sont là dans les rues de Moscou attendant leur tour d'entrer dans la salle et de voir le corps de leur chef. Durant ces quatre jours, 700.000 hommes ont passé par cette salle. Et le défilé eût continué s'il n'avait été interrompu le samedi avant les funérailles. Tableau d'une majesté sans pareille ! Calme, recueillie, l'immense foule massée sur la place et dans les rues avoisinantes s'est organisée elle-même. Cinq miliciens suffisent pour maintenir l'ordre. Sur ce peuple silencieux, vivant d'une seule pensée, confondu dans un même sentiment, plane le génie de Lénine : on croit presque entendre le bruissement de ses ailes. Tout le monde est doux, poli, bienveillant. Chacun regarde dans les yeux de son voisin comme pour y chercher une consolation. Les visages sont devenus plus expressifs. Chacun vit une heure historique, qui met son empreinte sur les physionomies.

Torrent puissant, infini, la foule s'engouffre dans la Salle des Colonnes, caresse longuement du regard le corps mort de son ami, de son frère bien-aimé et s'écoule avec ordre par des portes spécialement aménagées.

Impossible de s'arracher à ce spectacle. Chacun de nous reste des heures dans cette salle à contempler la foule, à s'inspirer de ses sentiments. Le jour comme la nuit, des centaines de militants, accablés pourtant de travail, se tiennent là, fascinés. Et la vague humaine coule, coule sans fin. Unie, soudée dans un même sentiment, la masse ouvrière vit une deuxième fois sa révolution...

Oui, c'est ainsi seulement que nous devons rendre les honneurs funèbres à Lénine. C'est le peuple lui-même, animé des idées de Lénine, qui a improvisé ces funérailles avec nous.

...Les sons déchirants de la marche funèbre. Je n'ai jamais pu l'entendre sans émotion. Mais aujourd'hui... c'est pour Lénine lui-même qu'on la joue.

Tout le Parti a défilé devant le cercueil de son chef bien-aimé.

Les ouvriers et les ouvrières soulèvent leurs enfants sur leurs bras et leur montrent Ilitch en leur chuchotant quelque chose à l'oreille.

Autour du cercueil, les représentants du prolétariat montent à tour de rôle la garde d'honneur. Ce sont de simples ouvriers, des soldats délégués par leurs usines et leurs casernes pour rendre le dernier hommage à leur chef. Seuls, les élus de la masse, ceux qu'elle chérit, en qui elle a confiance, ont pu faire partie de cette garde. Paysannes et ouvrières, marins et soldats rouges, vétérans du Parti et jeunes communistes, Russes et Allemands, représentants de l'Internationale Communiste et des sections nationales, tous sont là. De jeunes pionniers, des enfants d'ouvriers, eux aussi ont été admis à monter la garde. Avec quelle tendresse le Vieux, vivant, les aurait caressés !

La garde d'honneur se relève et, instantanément, le visage de ceux qui viennent prendre la faction s'altère, se décompose. Voici un révolutionnaire finlandais : masque impassible, taillé dans le roc. Après la défaite de juillet, notre Parti l'avait chargé de garde Lénine. Au mo-

ment des plus terribles dangers, jamais un muscle de son visage ne bougea. Maintenant, il est pâle comme la mort. Et vainement il cherche à dissimuler ses larmes.

Lénine est toujours couché, paisible, bon, plus sage encore en quelque sorte, semblant tout comprendre. Et comme le dit Boukharine, il donne son dernier ordre : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Communistes du monde entier, serrez les rangs !*

**

Samedi soir, 2^e Congrès des soviets de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Discours de Nadiejda Konstantinovna. Moment inoubliable. Silence. Dans cette immense salle, on entendrait le vol d'une mouche. En quelques paroles brèves, elle dit tout l'essentiel sur Lénine et le léninisme :

« — Son cœur battait d'un amour ardent pour tous les travailleurs, pour tous les opprimés. Il ne le disait jamais lui-même... Il ne faisait pas que parler et raconter, il écoutait attentivement ce que lui disait l'ouvrier... Ce n'est que comme chef de tous les travailleurs que la classe ouvrière peut vaincre... Il voulait le pouvoir pour la classe ouvrière ; il comprenait que ce n'était pas pour s'organiser une existence heureuse aux dépens des autres travailleurs que la classe ouvrière a besoin de ce pouvoir. Il comprenait que la tâche historique de la classe ouvrière est de libérer tous les opprimés... L'ouvrier russe, d'un côté, est ouvrier, et de l'autre, paysan.

Camarades, Ilitch, notre frère chéri, est mort. Camarades communistes, levez plus haut l'étendard cher à Lénine, l'étendard du communisme. Camarades ouvriers et ouvrières, camarades paysans et paysannes, travailleurs du monde entier, serrez les rangs, groupez-vous sous le drapeau de Lénine, sous le drapeau du communisme... »

Oui, ce discours fut à la hauteur de la circonstance. Oui, il fut digne de Vladimir Ilitch. Encore une fois, il nous a montré le courage véritable de notre sœur, Nadiejda Konstantinovna. Aux heures les plus difficiles, elle a toujours été vaillante et forte. Ainsi, pendant les journées de juillet 1917. Mais maintenant ! Seule, à une telle minute, elle pouvait prononcer un discours et un discours comme celui-là.

Des années, des dizaines d'années s'écouleront. Et ce magnifique discours sera lu et relu par les générations successives des communistes.

A cette séance à laquelle assistaient le paysan de Smolensk, l'ouvrier de Poutilov, l'ouvrière de Krassnopressniensky, les représentants des peuples d'Orient, tous ceux de nous qui devaient prendre la parole craignaient d'éclater en sanglots aux premiers mots. C'est pourquoi nous nous efforçons de nous faire un visage impassible. Mais notre cœur trahissait notre volonté. Les mots s'arrêtaient dans notre gorge. Il nous était impossible de faire un discours.

Tard dans la nuit, tout le 2^e Congrès défila encore une fois devant le cercueil de Lénine.

Dans la matinée arriva une délégation de Petrograd : ouvriers, ouvrières, soldats rouges, jeunes gens, au total plus de 1.200 hommes. Tous pleuraient. Les ouvriers de Petrograd chérissaient particulièrement Lénine. Les premiers, ils l'avaient suivi au feu, et maintenant ils étaient venus lui rendre leur dernier hommage. Visages blêmes, larmes dissimulées, silence religieux. Deux orchestres gémissent pendant que défile la délégation... Elle a amené un magnifique drapeau : nous n'en avons pas vu de plus beau.

On le met tout près du cercueil. Dors paisible, Ilitch.

Dimanche matin 27 janvier. Dernière garde d'honneur. Victorieusement retentissent les sons puissants, cadencés, de l'*Internationale*. Nous portons Lénine à sa dernière demeure. Comme c'est bien que cela se fasse de bon matin ! Un sentiment spécial, une sorte d'allègement.

Ce jour, par un froid sauvage de 32°, un million d'hommes sont venus sur la Place Rouge s'incliner devant la dépouille de Lénine. Comment décrire la majesté de ce tableau !

Comme nous avons eu raison de décider de mettre Lénine dans un caveau ! Comme il est heureux que cette pensée nous soit venue ! Enfourer dans la terre le corps d'Ilitch, c'eût été par trop cruel...

Sur le monument funéraire, une brève inscription : *Lénine*. Les ronces de l'oubli ne couvriront pas sa tombe. Tout près sera le musée Lénine. Peu à peu, toute la place se transformera en une ville consacrée à Lénine. Des dizaines d'années, des siècles s'écouleront et ce tombeau deviendra de plus en plus cher à des dizaines et à des centaines de millions d'hommes, à toute l'humanité. Il verra affluer les pèlerinages, non seulement de tous les points de notre Union de Républiques Soviétiques, qui couvre la sixième partie du globe, mais encore de la Chine, de l'Inde, de l'Amérique, du monde entier.

A quatre heures de l'après-midi, le cercueil est descendu dans le caveau. Les salves de canons retentissent. Toute la Russie Soviétiste salue Lénine. A Pétrograd, 750.000 hommes, ce jour-là, participèrent à la démonstration funèbre. Jamais depuis la révolution, aucune manifestation n'avait attiré une telle foule.

A Moscou, le peuple allait sur la place Rouge s'incliner devant les restes de Lénine, dont le cercueil était exposé assez haut, de façon à être vu de tous. A Pétrograd, le peuple alla au Champ de Mars (Champ des Victimes de la Révolution) où il ne put voir que 53 brasiers symbolisant le nombre des années de Lénine. Et pourtant, tout Léninegrad s'y rendit.

A Kharkov, toute la ville organise une démonstration imposante en l'honneur de Lénine. Il en est de même à Rostov, à Kostroma, à Kiev, à Arkhangelsk, partout. Des millions de cœurs battent à l'unisson. A Paris, à Christiania, à Pékin, à Berlin, à Prague, à Londres, dans le monde entier, un seul mot : *Lénine*, est sur les lèvres de millions d'hommes.

Dans le caveau, nous couvrons le cercueil renfermant les restes de Lénine avec deux drapeaux, deux sur dix mille de ceux qui participaient à la cérémonie funèbre. Ce sont les drapeaux de l'*Internationale Communiste* et du Comité Central du Parti. Mais, à la dernière minute, malgré la garde, un paysan âgé se faufila vers le caveau et nous transmit un petit morceau d'étoffe noire avec une inscription des paysans du district de Sarane. Aux côtés des drapeaux des deux puissantes organisations que redoute la bourgeoisie mondiale, le drapeau... des paysans du district de Sarane.

Oh ! l'instant où toute la place Rouge, tête découverte, par un froid de 32°, entonna le : *Vous êtes tombés victimes...*, le recueillement de cette foule immense lorsque nous portions le cercueil d'Ilitch dans son caveau ! Minutes inoubliables, où tous les cœurs, dans un grand élan de fraternité et de douleur battaient à l'unisson.

Je ne sais pourquoi, le souvenir me revient du soir où Lénine, arrivant de l'étranger, débarqua à Pétrograd : la gare de Finlande pendant la nuit, la rencontre, des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats. Maintenant, des millions. Alors, c'était la veille des grandes batailles. Maintenant, les batailles sont finies, et c'est le repos après les victoires décisives. Maintenant, c'est la reconnaissance du peuple entier, de tous les peuples.

*
**

Lénine est mort. Comme un rocher, cette mort pèse sur le cœur de chacun de nous. Tristesse lourde, accablante. Et pourtant, pourtant, nous sentons que le léninisme n'est pas seulement vivant, mais que son épanouissement ne fait que commencer. Oui, il en est ainsi : les victoires véritables des idées de Lénine en Europe, en Amérique, en Orient, dans le monde entier, sont encore à venir.

Qui de nous pourrait oublier ces six journées sans sommeil, mornes, angoissées, et pourtant si tragiquement belles ! Est-il dans l'histoire moderne de l'humanité un seul nom qui ait fait battre avec une telle intensité les cœurs de millions et de dizaines de millions d'hommes dans le monde entier ?

Ces six jours ont mis en quelque sorte une ligne de démarcation entre la Russie d'avant et la Russie d'après la mort de Lénine. Jusqu'à présent, la Russie considérait que c'était encore, malgré sa maladie, Lénine qui la conduisait. Maintenant, elle a senti qu'elle était désormais livrée à elle-même, qu'elle franchissait en quelque sorte une frontière. Elle s'est regardée et elle a vu qu'elle est nouvelle, et cela parce que Lénine lui a donné le meilleur de son être. Avec une attention concentrée, le pays a relléchi à son propre sort. Et essuyant ses larmes après les funérailles de son chef génial, il continuera d'un pas ferme, la tête haute, sa marche dans la voie où l'a guidée Lénine.

Pour notre Parti à plus forte raison, c'est une nouvelle vie qui commence avec la mort d'Ilitch. Combien lourde et irréparable est la perte qu'il a éprouvée. Diriger la vie d'un grand pays, la lutte de l'*Internationale Communiste*, le travail du Parti, sans Lénine ! Quelle immense responsabilité ! Chacun des 400.000 membres de notre Parti doit, maintenant que Lénine n'est plus, devenir meilleur, plus profond, plus pur, plus courageux, plus prudent, plus ferme.

Tous ceux qui ont vu, ne fût-ce qu'une fois, Lénine vivant, conserveront à jamais son image dans leur cœur. Quoi qu'il arrive, cette image brillera toujours devant les travailleurs et les exploités du monde entier.

Serre les rangs, phalange léninienne ! Fut-il jamais armée plus animée du désir de la lutte et plus digne de la victoire que la nôtre ?

Adieu, Ilitch ! Adieu Lénine ! Par tout notre pays, par tout le globe, roule comme un écho ce salut suprême à notre chef et maître.

A l'œuvre, à l'œuvre, à l'œuvre ! comme l'enseignait Lénine.

Lénine est mort, le léninisme vit. Il vit dans notre grand Parti, dans l'*Internationale Communiste*. Dans le mouvement révolutionnaire du monde entier. Lorsque la révolution prolétarienne vaincra dans l'univers, ce sera avant tout la victoire du léninisme...

G. ZINOVIEV.

La Mort de Lénine et le devoir des Léninistes

Peut-on se représenter un homme qui, ayant entendu parler Vladimir Ilitch, l'ait oublié ? Des centaines de milliers d'hommes, sinon des millions d'hommes, l'ont écouté. A tous ceux qui ont eu le bonheur de l'entendre, Vladimir Ilitch a donné comme une parcelle de lui-même. Aussi dispersés que soient par le monde les millions d'hommes qui ont entendu parler Lénine ou qui ont seulement entendu parler de lui, nombreux, infiniment nombreux sont ceux qui se souviendront avec une profonde reconnaissance de l'homme qui a touché avec une si grande force les cœurs de tous ceux qui luttent pour l'avenir meilleur de l'humanité. Dans l'univers entier, des millions de travailleurs ne répètent aujourd'hui qu'un nom : Lénine.

Tous ceux qui ont personnellement entendu Lénine éprouvent surtout aujourd'hui un sentiment de gratitude personnelle envers l'homme qui a élevé si haut l'idée de la classe ouvrière, l'homme qui a grandi l'humanité d'une tête. Ces sentiments sont d'autant plus impérieux chez tous les membres du parti créé par le génie de Lénine et chez les disciples de celui-ci, qui pendant vingt ans et plus ont travaillé à ses côtés, vécu avec lui d'amers revers, partagé avec lui la joie de la victoire, recueilli son enseignement, connu en lui le chef génial et aussi l'homme, le maître.

Le 14 mars 1883, jour de la mort de Marx, Engels écrivait à l'ancien camarade de Marx, Sorge :

« Tous les phénomènes, y compris les plus terribles, qui se produisent conformément aux lois de la nature apportent aussi des consolations. C'est maintenant le cas. L'art des médecins aurait peut-être pu lui prolonger de quelques années, pour la seule gloire des médecins, une vie végétative impuissante, la vie d'un être mourant lentement au lieu de mourir d'un seul coup. Notre Marx n'eût pas supporté une telle existence. Vivre, avec devant soi divers travaux inachevés, éprouver le supplice de Tantale, à la pensée de l'impossibilité de les achever, eût été pour lui mille fois plus pénible qu'une mort tranquille... A mon avis, après tout ce qui s'est passé, il n'y avait pas d'autre issue ; je le sais mieux que tous les médecins. »

Aujourd'hui que nous avons devant nous le sec procès-verbal de l'autopsie du corps de Vladimir Ilitch, il faut bien, par malheur, que nous répétions ces mots d'Engels, en les appliquant à Lénine. Une sclérose tenace — résultat d'une tension surhumaine des forces dans le travail intellectuel le plus accablant — rendait l'état d'Ilitch désespéré, dès avant la dernière crise, celle du 21 janvier, qui a amené la catastrophe. Lénine ne pouvant plus parler, ne pouvant plus écrire, ne pouvant plus conduire les hommes au combat, ne pouvant plus travailler, travailler, travailler ! — peut-on concevoir plus grande torture pour cette

nature d'insurgé, pour ce révolté d'entre les révoltés, pour ce penseur des penseurs ?

— Mais haut les cœurs ! A chacun de surmonter seul à seul avec lui-même les sentiments naturels que suscite en nous la fin de Vladimir Ilitch. Essayons maintenant, dès maintenant, avec le calme que nous a appris Lénine, d'esquisser les devoirs que sa fin assigne à ses disciples.

Jusqu'aux tout derniers temps, tout notre parti n'a pas cessé de croire comme nous que Vladimir Ilitch reviendrait encore au travail. On croyait au miracle : dix fois, cent fois, Lénine a réussi ce qui à d'autres paraissait impossible. Tout est fini, maintenant. Le Parti doit travailler sans Lénine.

« Le mouvement prolétarien suivra sa voie. Mais il n'aura plus ce centre où venaient, dans les minutes critiques, des Français, des Russes, des Américains, des Allemands, demander une aide, recevoir toujours un conseil clair et sûr, un de ces conseils que seul pouvait donner un homme de génie complètement maître du sujet. » Ainsi écrivait Engels le jour de la mort de Marx. Nous nous sentons tout aussi orphelins.

Les devoirs qui s'imposaient aux marxistes en 1883, à la mort de Karl Marx, étaient difficiles et complexes. Mais combien plus difficiles et plus complexes les tâches qui s'imposent à nous, marxistes-léninistes, en 1924, au moment où Lénine n'est plus ! Après la mort de Marx, les marxistes eurent surtout des devoirs dans le domaine de la théorie. Le mouvement ouvrier international traversait une période de profonde maturation. La 1^{re} Internationale s'était effondrée. La 2^e n'avait pas encore réussi à se constituer. Le mouvement français — et il n'était pas le seul — ne s'était pas encore remis de l'écrasement de la Commune de Paris en 1871. Le mouvement ouvrier révolutionnaire international ne faisait que s'engager dans ses larges voies. La tâche essentielle était de faire du grand héritage théorique de Marx le patrimoine d'un large mouvement prolétarien.

Les tâches des marxistes léninistes sont à présent bien plus complexes et comportent de plus grandes responsabilités. La révolution prolétarienne internationale a commencé. Elle a remporté ses premières victoires dans un des plus grands pays du monde. Et pourtant, toutes les difficultés de la bataille pour la dictature prolétarienne internationale sont encore devant nous. La 2^e Internationale empoisonne encore le mouvement ouvrier de tous les pays. Les tâches de l'Internationale Communiste créée par Lénine apparaissent tous les jours plus complexes. Notre route devient de plus en plus sinueuse et ardue. Le prolétariat international marchant à la victoire, incarné par ses contingents nationaux, trébuchera encore plus d'une fois et cherchera, en-

sanglanté, de nouveaux chemins. Décimé dans la première guerre impérialiste, crucifié et dupé par les faux prophètes de la 2^e Internationale, le prolétariat ne s'est pas encore débarrassé du cauchemar de ne pas voir sa route dans les ténèbres. Les marxistes-léninistes, auxquels incombe la tâche de diriger maintenant le mouvement prolétarien international sans notre incomparable maître et chef, sont devant un immense travail politique, théorique et pratique.

Leur premier devoir, c'est d'affermir, en l'absence de Lénine, l'idée essentielle du léninisme, l'alliance de la classe ouvrière et de la classe paysanne. Devoir fondamental du P. C. R. après la mort de Lénine ! Notre labeur doit faire en sorte que des millions de paysans russes comprennent à brève échéance que si Lénine est mort, le parti léniniste persévérera, lui, dans la question essentielle, qui détermine le sort de la révolution russe, dans la voie adoptée. Faisons en sorte qu'il n'y ait bientôt plus dans les milieux paysans actifs un seul homme qui ne sache que le Parti bolchevik continue, avec une énergie accrue, sa politique d'alliance de la classe ouvrière et des paysans !

Le deuxième devoir du P. C. R., c'est d'affermir encore la liaison du Parti avec les masses ouvrières sans parti. La mort de Lénine touche l'ouvrier sans parti aussi bien que l'ouvrier communiste. Pour accomplir le testament de Vladimir Ilitch, nous devons faire en sorte que les millions d'ouvriers sans parti de l'Union soviétique le comprennent promptement : Lénine est mort, mais le parti qu'il a créé ne dissipera pas son héritage ; mais ce parti saura instituer avec plus de force encore la liaison des communistes avancés avec la masse ouvrière, sans parti, attardée ; ce parti saura remuer avec la charrue du maître des couches nouvelles du sol ; il saura attirer à lui, des profondeurs de la classe ouvrière, des travailleurs sans parti ; il saura encourager chaque travailleur ayant quelque étincelle de talent ; il saura aider l'innombrable foule des ouvriers à apprendre toujours plus, à acquérir plus de culture, à participer à l'édification socialiste.

Le troisième devoir imposé aux léninistes, c'est de sauvegarder à tout prix l'unité du parti créé par Vladimir Ilitch. Le Parti Communiste Russe est l'œuvre la plus grande du génie de Lénine. Ce qu'il avait de meilleur, Vladimir Ilitch l'a donné à notre Parti. Il l'a cimenté du sang de son cœur. Il a toujours conçu notre Parti comme un monolithe, organisation coulée d'une seule pièce, capable de rassembler en un tout et d'unifier tout ce qu'il y a d'énergie dans la classe ouvrière. A cet égard, son héritage nous est même infiniment plus précieux que celui que Marx laissait en 1883 aux marxistes. Le Parti communiste russe a été et doit rester l'avant-garde, la tête, le guide collectif de la classe ouvrière. Sa mission, notre Parti ne peut évidemment l'accomplir qu'en restant uni. Désormais, c'est avec une vigueur centuplée qu'il réagira tout entier contre toute tentative de rompre ses rangs.

Notre quatrième devoir est de rester le Parti du bolchevisme militant. A travers les disparates de la Nep, à travers les obstacles de la période de transition, manœuvrant dans le cercle des ennemis bourgeois, reculant quand il le faut pour mieux progresser demain, nous devons rester le Parti

du bolchevisme militant, le Parti bolchevik tel que Lénine l'a fait. Et pour cela, voir tous les dangers de l'époque de la Nep, ne pas fermer les yeux sur les risques de dégénérescence, combattre impitoyablement les déviations du léninisme et les récidives de l'esprit petit-bourgeois, quelles que soient leurs origines.

Les premiers jours de Smolny, au lendemain de la Révolution d'octobre, reviennent à la mémoire. Des milliers de soldats paysans, vêtus de la capote d'uniforme, bronzés et barbus, venaient vers Smolny — foule comparable à une avalanche — voir Lénine, échanger quelques mots avec lui, lui demander ce qu'il adviendrait de la Russie, ce qu'il adviendrait de nous tous. Des milliers de soldats paysans cherchaient une réponse dans les yeux de Lénine, en qui leur intuition de véritables représentants du peuple devinait le nouveau chef de la Russie. D'aucuns étudiaient littéralement Lénine : Qui es-tu ? Sauras-tu nous conduire à la victoire, à la vie nouvelle ? Maintenant que la mort impitoyable a fauché ce colosse, l'ouvrier et le paysan russes vont tourner les mêmes regards vers tout le Parti créé par Lénine. L'ouvrier et le paysan vont demander à notre Parti : Nous conduiras-tu à la victoire, maintenant que Lénine n'est plus ?

Travaillons donc. Travaillons de façon à pouvoir répondre à la classe ouvrière et aux paysans : « Nous vous conduirons ! » Le Parti pétri par Lénine restera à la hauteur des exigences d'une grande époque historique.

Les léninistes russes, comme les léninistes de l'Internationale Communiste dans tous les pays, ont des devoirs grandioses. L'héritage le plus important que nous laisse le maître, c'est l'Union des Républiques Soviétiques et l'Internationale Communiste avec son avant-garde, le Parti Communiste Russe.

Conscients de l'immense importance des tâches dont nous avons à poursuivre l'accomplissement à l'aide de notre expérience collective, sans le conseil génial de Vladimir Ilitch, nous devons à tout prix augmenter notre cohésion, former une famille encore plus étroitement liée. La mort de Lénine ne peut pas ne pas être le signal du rapprochement fraternel de tous ceux qui sont vraiment des léninistes. Essayons de travailler de manière à remplacer tous ensemble, autant que faire se peut, Vladimir Ilitch. Donnons à la grande cause qu'il nous lègue autant de dévouement, autant de prudence, autant de calme, d'énergie, de courage et d'amour que lui — avec au moins un peu de sa clairvoyance.

G. ZINOVIEV.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Lénine, philosophe

Lénine, pour beaucoup de nos contemporains, est avant tout l'homme d'action, le grand révolutionnaire. Tout en n'ignorant pas que ce fut un grand théoricien, ce côté de son activité ne semble avoir à leurs yeux qu'une importance secondaire. Cela se conçoit facilement. Et pourtant on ne peut comprendre la portée de l'œuvre de Lénine que si l'on tient également compte du théoricien, du philosophe.

C'est ce qu'a très bien fait ressortir Georg Lukàcs, dans son bel ouvrage : *Histoire et conscience de classe. Etudes sur la dialectique marxiste* (1) Berlin 1922, dont nous nous proposons de donner prochainement une analyse.

« L'impression dominante que produit le Lénine politicien, écrit Lukàcs, cache aux yeux de beaucoup le rôle qu'il a joué comme théoricien. Ses paroles avaient une telle valeur d'actualité, elles offraient, à chaque moment, une telle possibilité de réalisation pratique que la plupart n'ont pas été à même de voir toujours l'origine et la condition de l'action de Lénine dans la profondeur, la grandeur et la fécondité du théoricien qu'il y avait en lui. Cette action repose sur le fait d'avoir su donner à l'essence pratique du marxisme un degré de clarté et de concrétisation inconnu jusqu'ici, de l'avoir sauvée de l'oubli presque complet dans lequel elle était tombée, d'avoir enfin, par cette action théorique, remis entre nos mains la clef dont nous avons besoin, pour arriver à la vraie intelligence du marxisme. »

Et, en effet, méconnaître le théoricien en Lénine, c'est ne pas comprendre le marxisme lui-même. L'esprit bourgeois doit nécessairement faire une division entre la théorie et la pratique. Il conçoit d'une part « l'utopiste » qui, au nom de tel idéal dit : je veux, ne se souciant pas des réalités, de l'autre, l'homme de science, qui se borne à constater les faits, les considérant comme des données d'un caractère absolu, que l'intelligence humaine, si elle veut rester dans le domaine sacro-saint des sciences positives, ne peut dépasser.

« La réflexion sur les formes de la vie humaine, dit Marx en parlant de la pensée bourgeoise, et par conséquent aussi leur analyse scientifique, suit une voie opposée à celle de l'évolution, telle qu'elle se produit dans la réalité. Elle ne commence que post festum, et par conséquent ne s'attache qu'aux résultats tout formés du processus de l'évolution. Les formes... ont déjà acquis le caractère fixe et stable de formes naturelles de la vie sociale, avant que les hommes ne cherchent à se rendre compte... de leur contenu. » (2).

C'est aussi pourquoi l'esprit bourgeois ne

comprend jamais « que ces rapports sociaux déterminés sont aussi bien produits par les hommes, que la toile de lin, etc. (1) ».

C'est cette division entre les deux domaines de l'activité humaine que le marxisme tend à supprimer. « Jusqu'ici, les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, a dit Marx, mais ce dont il s'agit, c'est de le transformer » (2). C'est précisément dans ce sens que Lénine a été philosophe. Il ne s'est pas borné à comprendre l'idée : il a fait mieux : il a travaillé à sa réalisation.

L'esprit bourgeois en général ne comprend l'idée que comme une donnée en dehors des choses ; le marxiste lui, la comprend comme le processus de la pensée même, qui est la vraie réalité : la réalisation par le moyen de la dialectique.

Dans la période de stagnation révolutionnaire qui s'étend de la Commune à la révolution marxistes devaient nécessairement perdre de vue cette unité des éléments action et théorie, qui fait l'essence même du marxisme. On cherchait alors, comme précisément le fait la science bourgeoise, à déterminer les faits économiques en eux-mêmes.

Ceux qui croyaient les voir en désharmonie avec certaines des prévisions de Marx s'imaginaient devoir corriger la doctrine du maître, et aboutissaient à une sorte de réformisme. Ceux au contraire qui croyaient voir dans les faits la confirmation des théories marxistes, s'arrêtaient à un faux « orthodoxisme marxiste » qui, au fond, se réduisait à une sorte de fatalisme dont le résultat devait être de paralyser toute activité et de préparer les esprits à toutes les compromissions.

C'est ainsi que Bernstein et Kautsky, négligeant l'un et l'autre l'élément révolutionnaire actif du marxisme furent amenés plus tard, face aux événements, à suivre une ligne de conduite qui permet à peine de les distinguer, et qui les mena tous les deux aux mêmes reniements.

Si, dans ces temps de stagnation, on méconnaissait de plus en plus l'élément révolutionnaire de la théorie marxiste, la réduisant à n'être plus qu'un relevé de faits qu'on subissait passivement tout en émettant des vœux platoniques, ou se bornant à des réformes immédiates, on ne se faisait pas faute non plus de discuter sur les formes définitives que prendrait la société future, dans un avenir lointain. C'était séparer ce que Marx précisément

(1) *Geschichte und Klassenbewusstsein. Studien über marxistische Dialektik.* (Malik Verlag, Berlin 1922.)

(2) Marx : *Le Capital.*

(1) Marx : *Misère de la Philosophie.*

(2) Marx : *Thèses sur Feuerbach.*

avait uni et par conséquent tomber dans toutes sortes d'erreurs.

Lénine, en rendant au marxisme son vrai caractère révolutionnaire, a recréé en même temps l'unité que celui-ci avait perdu chez les disciples de Marx. L'évolution économique et sociale ne se fait ni en vertu d'une fatalité qui excluerait toute activité humaine, ni en vertu d'une volonté qui s'imposerait tout simplement aux faits. Il faut, en même temps, savoir connaître le vrai caractère d'une situation économique donnée, et le degré de conscience et de volonté atteint à ce moment par le prolétariat, qui devient le créateur de plus en plus conscient de l'ordre social et économique.

Les deux ne vont pas toujours de pair. Il se peut que la situation économique semble exiger telle ou telle évolution et que la volonté du prolétariat soit dirigée autrement. Peut-être le grand génie de Lénine consistait-il précisément à savoir tenir également compte des deux ordres de faits. Ce qu'il a cherché toute sa vie, et à tous les différents stades de sa carrière politique, c'est ce qu'on pourrait appeler le but prochain, l'étape qui doit nécessairement suivre celle qui l'a précédée dans l'évolution sociale et économique du prolétariat.

Mais cette étape est toujours déterminée à la fois par les deux facteurs : la volonté du prolétariat et les nécessités économiques. Si ces deux facteurs étaient toujours unis, c'est-à-dire si la conscience du prolétariat reflétait toujours exactement les nécessités économiques, la révolution se ferait toute seule, ou du moins elle ne rencontrerait d'autre obstacle que celui que lui oppose la classe momentanément au pouvoir. Et ce fut précisément l'œuvre d'un génie synthétique comme Lénine, d'avoir su reconnaître, en tenant compte des deux facteurs, l'action qui s'imposait au moment donné.

A la veille de la révolution russe, le peuple demandait la paix et du pain. Voilà ce que Lénine sut comprendre. Mais cette volonté déterminée par les nécessités du moment, si on l'abandonnait à elle-même, pouvait s'épuiser dans des efforts stériles. Lénine sut la rattacher aussitôt à cette totalité que forme l'idéal communiste, et il parvint à entraîner les masses vers l'idéal nouveau. Ce fut la grande révolution russe.

Il pouvait paraître alors que la volonté du peuple et les nécessités économiques eussent coïncidé, le puissant génie de Lénine ayant trouvé pour ainsi dire leur synthèse. Mais pour que cela pût durer, il eût fallu que les autres prolétariats se fussent joints à celui de Russie dans un même élan révolutionnaire. Ce ne fut pas le cas. La révolution mondiale devait subir un temps d'arrêt. De ce fait, les conditions économiques et politiques du peuple russe changèrent nécessairement. Il y eut de nouveau désaccord entre la volonté du prolétariat et les faits économiques, les seconds en retard cette fois sur la première.

En effet, le peuple russe avait pleinement conservé son idéal communiste, mais la situation économique s'était modifiée. Ce fut alors l'œuvre de Lénine d'avoir su conserver intacte cette volonté commune, tout en sachant l'accorder avec la nouvelle situation économique, provenant de ce que la Russie communiste restait isolée, dans un monde livré encore au capitalisme.

Il inaugura un nouveau programme : la *Nep*. Et peut-être cette politique est-elle la meilleure des preuves qu'on puisse citer, pour ce qu'on pourrait appeler une philosophie créatrice. En effet, pour bien comprendre ce qui se passe en ce moment en Russie, il ne faut faire usage d'aucune des idées courantes. Comme l'a dit Lénine dans un discours sur le capitalisme d'Etat qu'il prononça au XI^e Congrès du Parti Communiste Russe :

« Le capitalisme d'Etat, dans la forme sous laquelle il existe chez nous, n'a été analysé par aucune théorie, aucune littérature, pour la bonne raison que toutes les représentations courantes associées à ces termes sont appropriées à des gouvernements bourgeois et à l'ordre social capitaliste. Nous, par contre, nous possédons un ordre social qui a abandonné les voies tracées par le capitalisme sans avoir encore frayé une voie nouvelle, car ce n'est pas la bourgeoisie qui dirige notre Etat, mais le prolétariat. Quant à la forme que prendra ce capitalisme d'Etat, elle dépend de nous, du Parti communiste et de la classe ouvrière. »

Ainsi Lénine n'est pas un « homme d'Etat » dans le sens que lui donnent nos « politiciens », c'est-à-dire un de ces esprits qui, appréciant une constellation politique momentanée, sans la rattacher à l'ensemble d'une évolution, se laissent déterminer uniquement par elle et trouvent des solutions empiriques et de fortune. Ce n'est pas non plus un théoricien tel que le comprend la bourgeoisie, c'est-à-dire un de ces savants, qui tout en sachant bien relever le caractère d'un développement historique, sont désemparés devant les réalités, et incapables de trouver la voie qui y ramène, faute de comprendre l'action comme partie intégrante du mouvement qui forme l'essence même de toute réalité.

Certains ont cru voir en Lénine un opportuniste. Si par là ils veulent entendre un homme qui cherche à déterminer exactement les conditions d'une évolution à un moment donné, on peut accepter le terme. Mais il faut ajouter que cet opportuniste ne perd jamais de vue la totalité de l'évolution, que tout événement auquel il prend part se situe pour lui dans un ensemble.

Et c'est précisément cette vision de l'ensemble, unie à la connaissance des nécessités du moment, qui constitue le philosophe, tel que le comprend le marxisme, le philosophe qui ne se borne pas, pour reprendre la belle citation de Marx, à interpréter le monde, mais qui le recrée.

Alix GUILLAIN.

Lénine et la politique extérieure russe

Le moment n'est pas encore venu d'exposer sous forme de système la politique extérieure de Lénine. Comme on l'a constaté depuis longtemps, la politique extérieure de la République des Soviets s'effectue selon un plan d'ensemble. Plus encore que notre politique intérieure, elle est quelque chose de nouveau. Jamais avant la révolution d'octobre, on n'avait même tenté d'établir le programme de politique extérieure d'un Etat socialiste environné d'Etats capitalistes. Quoiqu'il eût une conception très nette de notre politique extérieure, Lénine ne l'exposa jamais sous forme de plan rigoureusement déterminé. Il se borna à en exposer quelques principes fondamentaux, mais il exprimait ses vues d'une façon très précise à l'occasion de chaque cas particulier. Ce n'est que lorsque tous les matériaux sur notre politique extérieure seront rassemblés et classés et qu'une série de questions actuelles auront perdu de leur acuité qu'il sera possible de rétablir le système de la politique extérieure du gouvernement soviétiste telle que la concevait Lénine.

Pendant la période où Lénine participait activement aux affaires publiques, j'étais en contact presque permanent avec lui. Les premières années, outre nos entretiens privés, nous avions journellement par téléphone des conversations, parfois très longues, dans lesquelles nous examinions tous les détails des affaires diplomatiques tant soit peu importantes. Saisissant immédiatement l'essence de la question, qu'il excellait à mettre sous son véritable jour politique, Lénine analysait avec précision la situation et ses conseils (fréquemment il donnait dans ses conversations le texte même de la réponse à une note quelconque) dénotaient, en même temps qu'une merveilleuse souplesse d'esprit, une intelligence extraordinaire de la diplomatie.

C'est au moment de l'ultimatum allemand que j'entrai pour la première fois en contact avec lui sur les questions de politique extérieure. Formés à l'école de l'action révolutionnaire clandestine dont nous avions conservé certaines des méthodes, il nous était encore difficile alors, à nous bolcheviks, de nous élever au réalisme politique de parti dirigeant, et je n'avais pu encore me faire à la nécessité de signer la paix « honteuse ». Néanmoins, au cours de ma première conversation avec Lénine, mon esprit s'éclaira et je partis pour Brest-Litovsk. Arrivés à une petite gare des environs de Pskov, nous dûmes stationner presque une journée entière : l'armée tsariste en fuite remplissait les trains, encombraient les voies et il était impossible d'avancer. Nous reçûmes alors de Lénine un télégramme où il nous disait en substance : « Vous hésitez. C'est inadmissible ». Nous répondîmes que nous étions en panne et que, dès que faire se pourrait, nous continuerions notre route.

Nous revînmes de Brest au moment du transfert du gouvernement à Moscou. A mon nouveau poste, je me trouvais immédiatement en contact étroit avec Lénine et travaillai avec lui jusqu'au moment de l'attentat dont il fut victime. Son réalisme politique incomparable nous aida à conserver notre sang-froid et nous préserva de nombreuses fautes. Après la paix de Brest-Litovsk, ne

tenant aucun compte de la ligne de démarcation, le haut commandement allemand faisait avancer peu à peu ses troupes à l'intérieur de notre pays, particulièrement du côté de l'Ukraine, dont il reculait arbitrairement les frontières. Par son intervention personnelle, Lénine empêcha certains actes dictés par la panique ou le désespoir et susceptibles uniquement de nous nuire. Sur sa recommandation, nous nous adressâmes officiellement au gouvernement allemand pour lui signaler l'anomalie de la situation et lui proposer d'entamer de nouvelles négociations, qui aboutirent en août à des accords complémentaires avec l'Allemagne et à l'évacuation progressive des régions occupées. Lénine suivit attentivement toutes les péripéties des pourparlers, faisant des concessions quand il le fallait, mais restant ferme sur ses positions lorsqu'il jugeait les exigences de l'adversaire excessives.

Le séjour à Moscou, capitale révolutionnaire, du comte Mirbach, représentant d'une monarchie militaire, suscitait des difficultés continuelles. Pour leur solution, Lénine faisait preuve de ce réalisme politique incomparable qui lui avait fait comprendre la nécessité de signer la paix de Brest-Litovsk. Tout en tenant compte de notre situation pénible, il veillait à la sauvegarde de la dignité de notre Etat et savait trouver la limite au delà de laquelle toute concession devenait faiblesse. « Cette exigence est absurde, il ne faut pas l'accepter », déclarait-il parfois. Dans les démêlés fréquents qui surgissaient au cours des pourparlers sur l'échange des prisonniers de guerre, il intervenait personnellement et fixait les limites des concessions possibles.

Le moment le plus pénible pour nous fut celui du meurtre du comte Mirbach, auquel il était à craindre que l'Allemagne ne ripostât immédiatement par une offensive militaire. J'eus alors plusieurs entretiens prolongés avec Lénine, qui, se rendant compte des difficultés de cette offensive, jugea nécessaire de repousser les prétentions du gouvernement allemand au sujet de l'établissement d'une garde armée à Moscou et attendit avec une parfaite tranquillité les résultats de notre réponse. Son flair ne le trompa pas et le compromis que nous obtînmes correspondait exactement à son appréciation de la situation.

Au mois d'août, alors que l'Entente commençait à occuper au nord d'Arkhangel et poussait contre nous les Tchéco-Slovaques et l'« Armée Volontaire » d'Alexéiev à l'est et au sud, Lénine tenta d'exploiter l'antagonisme des deux coalitions impérialistes belligérantes pour affaiblir la pression de l'Entente, à ce moment-là la plus dangereuse. Après un long entretien avec lui, je me rendis chez le nouvel ambassadeur allemand, Helfferich, pour lui proposer une action commune contre Alexéiev ainsi que l'envoi d'un détachement allemand contre les troupes de l'Entente dans la région de la mer Blanche. Mais l'élaboration de ce plan fut interrompue par le départ soudain d'Helfferich.

Notre principal moyen d'action à Berlin pendant cette première période extrêmement difficile consistait à intéresser les hommes d'affaires alle-

mands à la collaboration économique avec la République soviétiste. Ioffe montra aux milieux commerciaux et industriels allemands que s'ils pillaient la Russie comme l'Ukraine, ils la transformeraient en désert et se priveraient par là même des avantages que pourrait leur donner leur collaboration à son relèvement économique. C'est à cette occasion que Lénine formula concrètement son projet d'attirer le capital étranger en Russie par l'octroi de concessions. J'eus avec lui, sur ce sujet, une série de conversations extrêmement intéressantes qui aboutirent à l'élaboration d'un plan de concessions que nous remîmes simultanément au gouvernement allemand et au colonel Raymond Robins, qui l'emporta en Amérique.

La pression exercée sur nous à cette époque par l'impérialisme allemand victorieux ainsi que par l'Entente de plus en plus exigeante nous mettait dans une situation des plus pénibles. Je me souviens de l'entrevue que nous eûmes avec les représentants de l'Entente au sujet de l'occupation de Vladivostok par les Japonais. Lénine fixa alors les détails de la réponse, diplomatique et mordante à la fois, qu'il convenait de faire à la déclaration hypocrite de l'Entente qui commençait son intervention. Notre principal souci à ce moment était de prolonger le plus possible la trêve et de retarder le développement de l'intervention. Lors de mes tentatives répétées d'accord, qui avaient tout au moins l'avantage d'ajourner la rupture avec l'Entente, Lénine, dans des entretiens journaliers par téléphone, me donnait les conseils les plus précis, faisait preuve d'une souplesse extraordinaire et d'une habileté extrême à se dérober aux coups de l'adversaire. Grâce à son intervention personnelle, nous arrivâmes à éviter des complications menaçantes.

Lorsque l'ambassadeur français Noulens publia son interview, nous exigeâmes son rappel et, déclarant qu'il n'était plus pour nous qu'un simple particulier, nous nous mîmes à exercer contre lui certaines représailles (refus de laisser passer sa correspondance, etc.) ; mais Lénine nous fit comprendre que, par ces rigneurs inutiles, nous allions amener la rupture de la trêve que nous nous efforcions par tous les moyens de prolonger. Après m'être concerté avec lui, j'eus une entrevue prolongée avec le chef de la mission militaire française, le général Lavergne, avec qui j'essayai vainement de m'entendre. La France, engagée alors dans une lutte mortelle, voulait à tout prix rétablir immédiatement le front oriental contre l'Allemagne et toutes les raisons que je donnai à Lavergne et autres de l'impossibilité où nous étions de renouveler la lutte ne firent que confirmer l'Entente dans sa résolution de reconstituer le front oriental même contre notre volonté. Dans nos conversations, Lénine me montrait le rôle considérable de la France dans la politique militaire continentale. Je me souviens entre autres de l'intérêt que suscita en lui la visite de M. de Lubersac, jeune officier français, qui manifesta la plus vive admiration pour l'armée russe (Armée Rouge) qui commençait à se reformer.

En même temps, comprenant l'importance de la Grande-Bretagne, Lénine suivait attentivement nos pourparlers avec Lockhart. Un moment, l'accord parut possible, mais l'émeute des Tchéco-Slovaques détermina l'Angleterre à l'intervention active. Dans un de nos entretiens, Lénine me prédit que l'Angleterre chercherait à s'entendre à tour de rôle avec toutes les puissances contre nous. Je répondis que, étant donnée son habileté, elle

chercherait également à s'entendre avec nous. « Oui, mais en dernier lieu », répondit Lénine.

Dès que l'Entente, redoublant d'activité dans ses complots et ses tentatives de fomenter des insurrections en Russie, nous attaqua ouvertement. Lénine jugea nécessaire de riposter du tac au tac. La diplomatie alors fit place à la manière forte. Néanmoins, même à ce moment, Lénine sut, quand il le fallait, faire preuve de souplesse et chercha constamment à prévenir les complications superflues. Ce n'est qu'après nous être heurtés au refus des ambassadeurs de l'Entente, réfugiés à Vologda, de transférer leur résidence à Moscou que nous leur montrâmes la nécessité de quitter la Russie. Cette tactique correcte nous facilita, après leur départ, la continuation des rapports avec leurs gouvernements. A ce moment où nos relations avec l'Entente étaient extrêmement tendues, Lénine insista pour que nous fissions à cette dernière des propositions de paix. Tout d'abord, par l'entremise du consul américain Poole, nous demandâmes à l'Angleterre ce qu'elle voulait de nous ; puis, par le secrétaire de la mission norvégienne Christiansen, nous envoyâmes une proposition formelle de paix.

Lorsque la monarchie des Hohenzollern s'effondra, Lénine décida immédiatement de proposer au peuple allemand de l'aider à mener la guerre nationale contre l'envahisseur étranger. Mais la République allemande s'engagea dans une autre voie. Dès que j'eus lu à Lénine une partie de ma conversation par fil direct avec Haase, il dit : « Rien à faire. Arrêtons les frais. » L'Entente, à cette époque, exigeait que les armées allemandes en Russie restassent sur leur emplacement jusqu'à l'arrivée de ses troupes, auxquelles elles devaient transmettre le pouvoir. En exécutant cette décision, le gouvernement de Haase se faisait l'auxiliaire de l'intervention. Mais les troupes allemandes ne tinrent aucun compte des ordres de leurs chefs et se hâtèrent de regagner leurs foyers.

C'est à ce moment que les Républiques soviétiques nationales commencèrent à se constituer. Le programme national de Lénine fut alors réalisé. Il contribua à embrouiller fortement les plans de nos adversaires qui se trouvèrent mis dans l'alternative de soutenir la Russie « une et indivisible » ou d'appuyer les mouvements contre-révolutionnaires des petites nationalités. Cette contradiction intérieure de la politique de l'Entente et, en particulier, de la politique française, fut fatale pour nos ennemis.

Durant l'intervention, Lénine insista à maintes reprises pour que nous fissions des propositions de paix à nos ennemis. Il ne craignait nullement par là de donner une impression de faiblesse. Il considérait, au contraire, que ces propositions étaient un des moyens les plus efficaces pour provoquer, dans les pays mêmes de l'Entente, une pression sur les milieux interventionnistes.

Dès que nous apprîmes que nous allions être invités à la Conférence de Prinkipo, Lénine jugea nécessaire de devancer cette invitation en faisant nous-mêmes à l'Entente une proposition personnelle. Son idée d'en appeler aux intérêts économiques de l'Entente elle-même fut développée pour la première fois dans cette proposition et devint dans la suite une des principales de sa politique extérieure. Dans la note du 4 février 1919, dont l'élaboration avait été effectuée conformément aux vœux et aux indications de Lénine, nous consentîmes à reconnaître nos dettes et proposâmes à l'Entente un système de concessions de nos ri-

chesses naturelles. C'est d'après ce système que furent élaborées les propositions que notre gouvernement remit bientôt après à l'agent américain Bullitt et dont chaque mot avait été soigneusement pesé par Lénine lui-même, qui me disait alors : « S'ils n'acceptent pas maintenant nos propositions, ils n'obtiendront pas la prochaine fois des conditions aussi avantageuses ».

Quelques mois s'écoulèrent et, avec la participation active de Lénine, nous fîmes des propositions de paix aux Etats Baltes et à la Finlande. Ce revirement de notre politique extérieure démontra la souplesse et le réalisme politique incomparable de Lénine qui comprit qu'il fallait se résigner à la formation de républiques nationales *bourgeoises* limitrophes de la Russie. Lénine posa fermement la base de notre politique de paix et d'amitié avec nos voisins. L'Esthonie, la première, signa avec nous un armistice, puis un traité. Je me souviens avec quelle attention Lénine suivit tous les détails des négociations, consentant parfois à des concessions considérables en faveur de la paix, mais repoussant en même temps toute prétention excessive de la partie adverse. En 1920, malgré les hésitations de quelques camarades, il insista sur la cession de la région de la Petchenga à la Finlande.

La fin de l'année 1919 marque le début du renouvellement de nos relations avec les grands Etats de l'Entente. En novembre, Litvinov part pour Copenhague et, quelques mois après, Krassin s'embarque pour Londres. Veillant à éviter les pièges de notre adversaire et examinant soigneusement chacune de ses propositions, Lénine n'en fit pas moins tous ses efforts pour arriver à un accord commercial avec l'Angleterre. Quand, vers le milieu de 1920, Krassin revint de Londres avec les quatre conditions de Lloyd George, Lénine nous demanda de les accepter en qualité de base pour les négociations. Lors de l'avance de nos troupes sur Varsovie, il ne se laissa nullement émouvoir par l'ultimatum de Lloyd George, estimant que ce dernier ne pouvait à peu près rien sur nous. Précisément, alors, j'eus avec lui une série de conversations sur la proposition d'une conférence de paix faite par l'Angleterre, proposition à laquelle adhéra ensuite la France, alors assez bien disposée à notre égard. Lénine appréciait à leur juste valeur les avantages découlant pour nous d'une telle proposition ; mais comme la conférence projetée devait examiner nos rapports avec les Etats Baltes et qu'ainsi l'Entente se faisait l'arbitre suprême de nos rapports avec nos voisins, nous refusâmes son offre. Lénine alors s'intéressait vivement aux premières tentatives d'organisation d'une collaboration économique avec le capital allemand.

Lorsque commencèrent les pourparlers avec la Pologne, Lénine eut une idée remarquable : proposer à la Pologne plus de territoire que ne lui en offraient Clemenceau et Curzon. Au cours des négociations de Riga, il discuta avec nous par téléphone les détails des diverses propositions et, en fin de compte, insista pour la signature du traité sous sa forme actuelle.

Lénine suivait également avec une attention concentrée chaque pas de notre politique orientale. Je me souviens de l'entrevue prolongée qu'il eut avec la première mission extraordinaire d'Afghanistan. Pendant la conférence de Moscou avec la Turquie, il s'informait chaque soir par téléphone de ce qui avait été fait pendant la journée et s'intéressait vivement au résultat

des négociations. Il ne cessa également de prêcher l'établissement de relations amicales avec le gouvernement persan.

En 1921, la signature de l'accord préliminaire avec l'Angleterre fut précédée d'un long examen de la question. Lénine insista énergiquement sur la signature de cet accord. Néanmoins, en 1921, sa participation personnelle à la politique extérieure se réduisit considérablement, l'examen des affaires ayant été confié à un collègue. Il prit une part importante aux pourparlers avec l'A. R. A. et avec Nansen au sujet de l'aide aux affamés.

Quoique pendant la plus grande partie de l'hiver 1921-22 Lénine vécût hors de Moscou, il s'intéressa vivement aux questions liées à la conférence de Gênes. Il écrivit à ce sujet une série de notes sur la base desquelles nous établimes le plan de nos interventions à Gênes. C'est lui qui proposa de lier la solution de la question de nos dettes à celle de l'octroi de crédits par les Etats d'Occident. Lors de l'examen du texte du discours que nous devions prononcer à l'ouverture de la conférence et dans lequel nous voulions insérer des phrases foudroyantes, Lénine écrivit en marge de notre papier : « Pas de grands mots ».

Après mon retour de l'étranger, en automne 1922, je passai six semaines à Moscou. La principale question à l'ordre du jour était alors la question turque qui devait se décider à la conférence de Lausanne. Avec nous, Lénine examina le programme que nous défendîmes ensuite à Lausanne. Ce fut sa dernière participation importante à notre politique internationale. La question des Détroits fut la dernière que j'examinai avec lui.

G. TCHITCHERINE.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

Lénine et le commerce extérieur russe

Pour notre malheur à tous, Lénine a été forcé par sa maladie de renoncer à la direction effective de l'Etat au moment où notre commerce extérieur ne faisait encore que s'organiser. Il présidait encore, il est vrai, le Conseil des Commissaires du Peuple lorsque notre importation a commencé à prendre des proportions importantes, mais notre exportation — dont dépend également notre importation — ne s'est développée que lorsqu'il n'avait déjà plus la possibilité de suivre attentivement le fonctionnement de la machine étatique.

Au début, Lénine était quelque peu sceptique sur notre commerce extérieur, ou plutôt sur notre capacité pratique de le mener à bien. Lorsque je lui exposai mes plans, déclarant que nos navires, par dizaines et par centaines, transporteraient nos matières premières à l'étranger, que le développement de nos exportations nous assurerait un afflux régulier de devises étrangères et que, dans quatre ou cinq ans, nous aurions une balance commerciale active, Ilitch, selon sa coutume, fermait légèrement un œil, me regardait de côté, faisait de la main un geste d'incrédulité et, de sa voix rapide, quelque peu grasseyante, disait de temps à autre : « Ah ! nous ne sommes pas des commerçants à la hauteur »...

Ce scepticisme provenait de cette méfiance railleuse que Lénine avait coutume de manifester lorsqu'un bolchevik se mettait à exposer avec enthousiasme les résultats pratiques qu'il avait obtenus, mais aussi d'une appréciation exacte de la situation extérieure objective. Lénine nourrissait une méfiance profonde pour le monde capitaliste et s'attendait à chaque instant à le voir nous mettre des bâtons dans les roues et nous jouer des tours pendables. Quoique le blocus de la Russie eût été officiellement levé en janvier 1920 par décision du Conseil Suprême, il se poursuivait encore en réalité et les appréhensions sur la possibilité du commerce extérieur étaient plus que justifiées.

Lénine allait si loin dans son scepticisme qu'un moment même, il doutait que nous puissions acheter des marchandises à l'étranger avec notre or. Un jour, d'un ton moitié plaisant, moitié sérieux, il me dit : « Pourrons-nous seulement dépenser notre or à l'achat de marchandises utiles et nécessaires ? Ouvrez l'œil, ne laissez pas passer le moment favorable ». Je le rassurai en lui déclarant qu'il n'y aurait jamais de danger de laisser passer l'occasion de dépenser notre or et qu'il nous faudrait, au contraire, prendre des mesures draconiennes pour l'empêcher de s'écouler trop vite. Il est indubitable que ce scepticisme de Lénine se refléta dans quelques décisions du Conseil des Commissaires du Peuple. Ainsi, en mars 1920, lorsque je partis pour l'étranger afin d'entamer des négociations commerciales avec l'Angleterre, le Conseil des Commissaires du Peuple assigna au Commissariat des Voies de Communication 300 millions de roubles or pour l'achat de locomotives et matériel roulant divers. L'importance des fonds ainsi assignés permit dans la suite l'ouverture d'un crédit en or grâce auquel le nombre des locomotives commandées en Suède fut porté de 100 à plus de 1.000.

Le blocus de l'or auquel nous nous heurtâmes

dans nos premières transactions à l'étranger, et qui consistait en ce que les gouvernements bourgeois s'étaient concertés pour qu'aucune firme ou banque ne consentit à accepter notre or en paiement de nos commandes, est la meilleure preuve de la justesse des appréhensions de Lénine au sujet du commerce extérieur. Il fit perdre à notre République environ 45 millions de roubles et ne fut levé qu'en mars 1921 au moment de la signature de l'accord commercial avec l'Angleterre.

Au début de nos relations avec l'étranger, la tâche du commerce extérieur consistait en premier lieu à fournir à nos transports et aux principales branches de notre industrie minière les matériaux les plus nécessaires, des pièces de rechange et des instruments : appareils télégraphiques pour les gares endommagées ou détruites par la guerre civile, pompes, conduites électriques, clous, haches, scies, limes, acier pour instruments, courroies, etc.

Notre directive fondamentale, à l'élaboration de laquelle avait participé Lénine, était d'acheter presque uniquement des instruments et moyens de production et de réduire au minimum l'achat des objets de consommation.

La sécheresse de 1921 et la famine qui en résulta dans la région du Volga et dans plusieurs autres parties de la Russie nous forcèrent à modifier radicalement cette directive. Lorsque, en été 1921, j'arrivai de Londres à Moscou et que je me présentai à Lénine dans son cabinet, je le trouvai fortement alarmé : il ne cessait de considérer le ciel embrasé attendant le nuage bienfaisant qui allait apporter la pluie et, à maintes reprises, me demanda : « Pourrons-nous acheter du blé à l'étranger ? L'Entente laissera-t-elle passer les céréales pour la Russie ? »

Tout notre plan d'importation s'écroulait et, à mon retour en Angleterre, il me fallut organiser sur une vaste échelle l'achat de blé et de semences, aux frais évidents de notre encaisse métallique, car, à cette époque, nous n'avions encore presque pas d'exportation. Lénine suivait attentivement le départ de chaque bateau pour l'étranger et nous bombardait littéralement de télégrammes et de notes, nous adjurant de mettre tout en œuvre pour venir le plus vite possible en aide aux régions affamées.

Ce n'est pas le lieu ici d'exposer le développement de notre commerce extérieur. Nos exportations ne devinrent possibles qu'après la conclusion de l'accord commercial avec l'Angleterre, accord suivi de quelques procès qui nous garantirent jusqu'à un certain point l'inviolabilité de nos marchandises et de notre argent. C'est à partir de ce moment seulement que nous pûmes procéder à l'exportation du bois, du lin, du chanvre, des fourrures et du naphte russes. Et c'est alors que se posa dans toute son ampleur la question du monopole du commerce extérieur.

Jusqu'alors, ce monopole avait semblé quelque chose d'évident, car il découlait de l'essence même du communisme de guerre. L'adoption de la nouvelle politique économique, certes, avait déjà par elle-même posé la question du monopole, mais tant que nous n'avions pas d'exportation, les inté-

rêts des importateurs étrangers seuls étaient en jeu. Tant que le capitalisme étranger gardait à notre égard une attitude hostile et que le Commissariat du Commerce Extérieur défendait ses positions contre les prétentions des marchands étrangers réclamant la liberté d'importation en Russie, ce dernier trouvait facilement un appui dans le parti et les organes soviétistes.

La situation changea radicalement dès que nous eûmes la possibilité d'écouler nos matières premières à l'étranger. Toutes les organisations, économiques et autres, se découvrirent alors des réserves de lin, fourrures, soies de porc, propres à être exportées. Avec la renaissance du commerce privé, la *Nep* commença à exercer une pression formidable sur le *Vnièchtorg* (1), afin de faire brèche dans le monopole du commerce extérieur. L'engouement général pour le développement du commerce se traduisit par un certain mercantilisme, dont la devise était de développer au maximum et par tous les moyens le commerce non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi au dehors.

La *Nep* et nombre d'organes étatiques et économiques trouvèrent une justification théorique à leurs intérêts pratiques. En même temps, tous les milieux bourgeois de l'étranger, depuis les gouvernements et les banques jusqu'aux commissionnaires et revendeurs privés, s'élevaient contre le monopole du commerce extérieur qui, à leurs yeux, est une monstruosité, une institution aussi odieuse que la *Tchéka* ou le *Gué-Pé-Ou* (2).

La question du monopole du commerce extérieur fut également soulevée dans la presse soviétiste qui consacra un grand nombre d'articles libre-échangistes pour réclamer sinon la suppression, du moins l'adoucissement de ce monopole. La question fut examinée également dans les milieux du Parti et tout ce mouvement aboutit, vers la fin de 1922, à des résolutions par lesquelles nombre d'organes influents préconisaient un affaiblissement considérable du monopole du commerce extérieur. Tout en admettant la conservation de ce monopole, on demandait la liberté d'importation et d'exportation pour certaines marchandises et l'ouverture de certaines frontières, ce qui, en fin de compte, aurait amené infailliblement l'effondrement de tout notre système du commerce extérieur.

La situation était extrêmement dangereuse, presque désespérée, et à qui s'adresser, dans ce cas, sinon à Lénine lui-même ?

Lénine, on le sait, avait, depuis le début d'octobre 1922, repris ses fonctions de président du Conseil des Commissaires du peuple, mais il était presque continuellement malade. Lorsque j'arrivai chez lui, j'appris qu'il avait une fluxion et gardait la chambre. Néanmoins, le lendemain, avec ce soin qu'il apportait dans toutes les affaires, même les plus petites, Lénine me téléphona lui-même et me donna rendez-vous. Lorsque je lui eus exposé en détail toute la situation, il en reconnut la gravité et déclara : Il faut agir ». Je compris que le monopole du commerce extérieur était sauvé. Lénine étudia toutes les matières concernant la question, demanda aux communistes partisans du nouveau régime du commerce extérieur d'écrire des thèses, justifiant leur point de vue, me chargea de mon côté d'exposer mon opi-

nion par écrit et me promit de soutenir, par une lettre spéciale, la position du *Vnièchtorg*.

Dans cette lettre, Lénine, comme de coutume, prend le taureau par les cornes. « Il s'agit de savoir si notre *Vnièchtorg* va travailler au profit des *nepman* ou au profit de l'Etat prolétarien. C'est là une question d'une importance extrême qui peut et doit susciter des débats animés au congrès de notre parti. » Quant à l'incapacité de travail du *Vnièchtorg*, Lénine le considère comme une question secondaire, « car cette incapacité est commune à tous nos Commissariats, elle dépend de la structure sociale générale et exige de longues années de travail opiniâtre pour le développement de l'instruction et le relèvement du niveau intellectuel ».

Défendant le monopole du commerce extérieur, le *Vnièchtorg* combattait la participation du capital privé aux transactions commerciales et en particulier à l'achat de matières premières pour l'exportation, affirmant que si on laissait les coutées franches au capital privé, on donnerait par là même toute liberté aux exploités les plus mal-faisants, aux spéculateurs, aux revendeurs, aux agents du capital étranger, qui nous écraseraient avec leurs dollars, leurs livres sterling, leurs couronnes. Les partisans du commerce libre ripostaient en signalant que nous admettions le capital étranger sous forme de concessions et que, par suite, il n'y avait pas de raison de ne pas admettre les revendeurs-exportateurs. Lénine réfute cet argument : « On ne saurait tirer une telle conclusion des concessions dont non seulement nous prévoyons le champ d'action, mais dont nous limitons le commerce des objets spéciaux fixés par une autorisation spéciale. En outre, et c'est là le point principal, nous tenons en mains le commerce des objets donnés en concession. »

Lénine appréciait l'importance de notre douane et de notre garde frontrière, mais reconnaissait l'efficacité prépondérante du monopole du commerce extérieur. Aux partisans du commerce libre, qui qualifiaient ce monopole de système « prohibitionniste », il répondait : « Cette expression est une de celles que Marx rangeait parmi celles du « libre-échangeisme » vulgaire ; en réalité, elle n'est qu'un argument de libre-échangiste vulgaire. » Un des adversaires du monopole ayant proposé de le remplacer par un renforcement de la protection douanière, Lénine déclara : « C'est là sa faute la plus grave, faute purement théorique, car aucune politique douanière ne peut être efficace à l'époque de l'impérialisme où il existe une différence formidable entre les pays pauvres et les pays incroyablement riches. Il (l'adversaire) propose la protection douanière et ne voit pas que, dans les conditions actuelles, tout grand pays industriel peut réduire à néant cette protection. Pour cela, il lui suffit d'instituer une prime à l'exportation en Russie des marchandises qui y sont imposées d'un droit de douane. Il ne lui sera pas difficile de trouver de l'argent pour cela, et cette mesure ne servira qu'à tuer notre industrie. » Avec sa perspicacité et sa profondeur habituelles, Lénine montre ici qu'aucune barrière douanière, aucun droit de douane ne pourront défendre notre industrie contre la concurrence étrangère et que, seul, le monopole du commerce extérieur nous permettra de la restaurer malgré cette concurrence. Souvenons-nous de

(1) Commissariat du Commerce Extérieur.

(2) Direction politique d'Etat (police).

cette parole de notre maître, souvenons-nous que ce n'est que par la conservation du monopole du commerce extérieur qu'il sera possible de protéger notre industrie renaissante.

« C'est pourquoi — continue Lénine — tous les raisonnements de ce genre sur la politique douanière tendent en pratique à désarmer complètement l'industrie russe et à nous mener plus ou moins ouvertement au système du commerce libre. Nous devons les combattre de toutes nos forces, en appeler au congrès du Parti lui-même, car, à l'époque actuelle, sous le régime de l'impérialisme, il ne saurait être question d'une politique douanière sérieuse autre que le monopole du commerce extérieur... Dans la pratique, le partisan du commerce libre prend la défense du spéculateur, du petit bourgeois et des paysans aisés contre l'ouvrier, auquel il est absolument impossible de restaurer l'industrie sans la protéger par le monopole du commerce extérieur. Tout autre protectionnisme, dans la situation actuelle, n'est qu'un protectionnisme fictif, ne donnant absolument rien au prolétariat. C'est pourquoi la lutte pour le monopole a une importance fondamentale pour le prolétariat et son industrie... »

« Ajoutons que l'ouverture partielle des frontières représente un danger considérable pour notre change et risque de nous amener à la situation de l'Allemagne ; en outre, elle permettra aux petits-bourgeois et aux agents de toute sorte de l'émigration russe, de pénétrer en Russie, sans que nous puissions le moins du monde les contrôler. »

A ceux qui accusent les partisans du monopole du commerce extérieur de ne pas comprendre toute l'importance du renforcement de la circulation des marchandises sur le marché intérieur, Lénine fait remarquer que la création de sociétés mixtes est un remède à la situation. « Ces sociétés, dit-il, ont

précisément pour but de renforcer la circulation des marchandises, tout en maintenant intacte la protection de notre industrie. Le système des sociétés mixtes est le seul qui soit susceptible d'améliorer véritablement l'appareil défectueux du Vnièchtorg, car il permet la coopération du marchand russe et du marchand étranger travaillant côte à côte. Si, dans ces conditions, nous ne parvenons pas à nous instruire et à apprendre à fond notre métier, notre peuple n'est qu'un peuple d'imbéciles incurables. »

Tout cela a été dicté par Lénine le 13 décembre 1922.

L'intervention de Lénine résolut définitivement la question du monopole du commerce extérieur. Sa puissante argumentation convainquit les hésitants et, quoiqu'il ne pût assister au 12^e Congrès du Parti, le monopole du commerce extérieur était déjà accepté pour tous et la résolution du Congrès ne fit que consigner définitivement cette acceptation.

L'année écoulée a été fructueuse pour notre commerce extérieur. Nous avons plus que doublé notre chiffre d'affaires avec l'étranger, amélioré la qualité de nos exportations et importations, réussi à obtenir une balance commerciale active. Pour l'année en cours, l'excédent des exportations sur les importations est également assuré. Nos appareils commerciaux ne cessent de se perfectionner ; d'un seul coup, nous avons acquis une place honorable sur le marché international des céréales ; dans toutes ses branches, notre exportation se développe qualitativement et quantitativement et, maintenant déjà, les milieux commerciaux d'Occident en relations avec nous peuvent attester que nous sommes en train d'apprendre et que nous arriverons à apprendre la science du commerce extérieur.

L. KRASSINE.

Le « Labour Party » et Nous

Le camarade Rosmer a publié dans l'*Humanité* du 9 novembre un article (en réponse à celui du camarade Lozovsky du 2 novembre) traitant de l'attitude des communistes en face du gouvernement travailliste en Angleterre.

Le camarade Rosmer a exprimé ses idées en des termes qui me paraissent laisser planer une équivoque.

Il écrit : « Les violences verbales n'ont en Angleterre aucun succès et si elles ont un résultat, il est exactement opposé à celui qu'on se propose. Une illusion dangereuse serait de croire que des belles affirmations révolutionnaires verbales suffiront pour avoir raison du réformisme. »

Au premier abord, quand on lit ces expressions, on est quelque peu désorienté. En répondant ainsi à l'article de Lozovsky, Rosmer a l'air de vouloir préconiser la manière douce, comme s'il voulait dire que nous devons ménager le gouvernement travailliste dans notre critique, et que les communistes ne devraient pas s'obstiner à faire valoir un programme révolutionnaire, qu'il serait injuste de demander aux travaillistes de se comporter de la même façon que des bolcheviks,

injuste « parce qu'ils refusent de se considérer comme un gouvernement de classe ».

Je ne pense pas que Rosmer ait voulu dire cela. Je veux plutôt croire — bien qu'il ne le dise pas — qu'il lui importait d'attirer notre attention sur le caractère particulier de la mentalité des ouvriers anglais.

Je suis d'accord avec lui, s'il a voulu faire remarquer que les communistes doivent tenir compte de cet état d'esprit spécial. Il ne s'agit naturellement pas de s'adapter comme des opportunistes qui — en bons démagogues — suivent l'opinion publique pour l'exploiter à leur profit ; il faut s'y « adapter » en marxiste révolutionnaire, c'est-à-dire en tenir compte dans l'analyse scientifique de la vie sociale.

On sait que les ouvriers anglais ont jusqu'ici manqué d'esprit révolutionnaire et il se peut très bien qu'un mot d'ordre comme celui de l'abolition de la monarchie, de la suppression de la Chambre des Lords, ou de l'indépendance de l'Inde, ne trouve pas immédiatement un écho dans la masse ouvrière.

Il faut donc trouver des mots d'ordre suscep-

tibles à la fois d'intéresser directement le gros de la masse ouvrière et d'aboutir à des luttes sérieuses constituant un appréciable pas en avant sur le chemin de l'émancipation.

J'aurais aimé trouver de tels mots d'ordre dans l'article du camarade Rosmer. *Il n'en parle pas*. Et il en existe pourtant, et c'est justement Lozovsky qui y fait brièvement allusion dans son article.

Ainsi, le Parti communiste anglais pourrait mettre en avant un programme de création immédiate d'*assurances sociales* amplement suffisantes, par exemple l'assurance contre le chômage, qui consisterait en l'allocation à chaque chômeur d'une indemnité atteignant le salaire d'un ouvrier travaillant dans l'industrie correspondante.

Le Parti communiste peut préconiser en outre l'allocation d'une indemnité pour *invalidité* à tous les ouvriers et ouvrières qui ont dépassé 50 ou 60 ans. Il peut exiger des assurances contre la *maladie*, en demandant la gratuité du traitement médical, une indemnité de 100 % du salaire jusqu'à complet rétablissement sans aucune limitation, même au cas de maladie prolongée ou incurable.

Le Parti communiste peut formuler un programme de construction d'*habitations ouvrières* convenables et en assez grand nombre.

L'utilité de toutes ces mesures serait évidemment comprise par l'ouvrier le plus arriéré. Ce sont des mesures purement réformistes, pourrait-on dire. Mais portées à un tel degré de perfection, elles tournent fatalement en mesures révolutionnaires ; la quantité se transforme en qualité.

En effet, si nous supposons qu'on accorde à deux millions de chômeurs une allocation de 15 shillings environ par homme et par jour, c'est-à-dire le montant d'un salaire moyen, nous trouvons le chiffre de 450 millions de livres sterling par an. On comprend aisément ce que cela signifie quand on sait que le total des exportations anglaises atteignait en 1920 le chiffre de 1.120 millions de livres sterling.

Si l'on ajoute à la somme de 450 livres sterling l'argent nécessaire par les secours de maladie et d'invalidité et par la construction d'habitations ouvrières — on saisit facilement toute la gravité que prennent en régime capitaliste des assurances sociales sérieuses.

Comment trouver ces sommes formidables, si ce n'est pas un lourd impôt sur le capital, équivalant en fait à une expropriation partielle ?

Un problème d'une très grande gravité s'y ajoute. C'est que les ouvriers ne vont plus se laisser traiter en parias du moment où ils sont sûrs de toucher une indemnité de chômage, si le patron menace de les *lock-outer* ou de les mettre à la porte un par un. Les ouvriers témoigneraient d'une combattivité jusqu'ici inconnue et qui exaspérerait les patrons au plus haut degré. De longues grèves éclateraient partout et à chaque instant. Et qui empêcherait les ouvriers d'avoir recours au sabotage, à la grève perlée, afin d'obliger le patron à céder ou à les mettre à la porte, auquel cas ils toucheraient le secours de chômage ?

Toute tentative sérieuse pour assurer aux ouvriers un secours de chômage suffisant prend donc immédiatement une tournure révolutionnaire.

Outre le problème des assurances sociales, on

peut envisager celui d'*allouer aux ouvriers grévistes un secours de l'Etat*.

Quel est l'ouvrier, même réformiste et anglais, qui ne comprendrait pas tout de suite non seulement l'utilité d'une telle mesure, mais aussi son droit à se servir du pouvoir de l'Etat par la main du gouvernement travailliste, pour s'assurer sinon tout le produit de son travail, du moins une part beaucoup plus considérable que celle qu'il a pu toucher jusqu'ici sous l'Etat bourgeois ?

Je crois que le Parti communiste anglais devrait tabler sur ce terrain-là, poser en face du gouvernement travailliste des problèmes de ce genre, qui peuvent très vite acquérir une grande popularité dans un pays comme l'Angleterre où la classe ouvrière souffre tellement du chômage et de l'offensive du capital contre les salaires.

Et du moment où les travaillistes refuseront de réaliser ces « réformes » — et ils ne bougeront pas le petit doigt, eux qui s'appuient sur les libéraux et dépendent de l'indulgence de ces messieurs — alors les communistes doivent les attaquer sans ménagement, porter leurs accusations devant les ouvriers partout où la moindre occasion se présente.

Le Parti communiste anglais a une tâche énorme. Il faut d'autant plus qu'il se montre à la hauteur de cette tâche que la cause du communisme international est en jeu.

Si les communistes ne sont pas maîtres de la situation, quel va être le résultat de l'expérience travailliste, — et c'est l'expérience du réformisme au pouvoir seulement qui donne sa valeur à l'avènement des travaillistes au gouvernement anglais, — quel va être le résultat ?

C'est que l'événement profitera aux seuls libéraux. Ceux-ci n'ont d'ailleurs soutenu les travaillistes contre les conservateurs qu'avec l'espérance de voir les travaillistes se discréditer rapidement, en particulier devant la classe ouvrière.

Et ils jugent que la meilleure façon de briser la confiance dont jouissent les travaillistes dans la classe ouvrière, c'est de les mettre au pouvoir — mais dans une telle situation qu'ils dépendent entièrement de la bonne volonté des libéraux eux-mêmes. Ainsi les travaillistes paralysés ne pourront faire quoi que ce soit en faveur de la classe ouvrière — car au moment où ils essaieraient d'attaquer la toute-puissance du capital, les libéraux se tourneraient immédiatement vers les conservateurs — et jetteraient les travaillistes à la porte du Parlement.

L'autre alternative possible, c'est que les travaillistes s'abstiennent de toute mesure énergique — alternative qui a 99 % de chances de prévaloir. Dans ce deuxième cas, ils seraient discrédités aux yeux de la classe ouvrière qui actuellement attend d'eux une amélioration appréciable de son sort.

Les libéraux jouent évidemment un jeu risqué, car au moment où les travaillistes essaieraient de se servir courageusement de l'appareil gouvernemental en faveur de la classe ouvrière, les libéraux et conservateurs exaspéreraient cette classe ouvrière en mettant les travaillistes à la porte et ce serait alors eux, libéraux et conservateurs, qui tomberaient dans la confiance du peuple travailleur. De plus, ils risquent de déclencher de grandes batailles sociales, des grèves générales, etc., si les travaillistes font appel à la résistance de la classe ouvrière ; et ce serait alors tout à fait grave.

Mais les libéraux croient connaître leurs hommes — et je ne doute pas un instant qu'ils ne les connaissent.

L'expérience qu'ils tentent en ce moment a tellement de chances de réussir que même certains conservateurs s'y sont ralliés.

C'est dans ce sens que Lozovsky a affirmé qu'avec l'avènement des travaillistes au pouvoir, « il ne s'agit pas d'une victoire socialiste, mais bien d'une victoire de la bourgeoisie sur le socialisme ». Et il a tout à fait raison.

Lozovsky n'aurait tort — et je suis sûr qu'il s'en féliciterait grandement! — qu'au cas où le Parti communiste anglais réussirait à faire comprendre à la majorité des ouvriers les leçons de l'expérience travailliste.

Les travaillistes ne se discréditeront pas tout seuls, mais uniquement dans la mesure où les libéraux — ou alors les communistes! — sauront critiquer leurs fautes et faire valoir des solutions supérieures.

Il est naturellement peu probable que le Parti communiste anglais puisse — au cours de cette première expérience déjà — attirer à lui la majorité de la classe ouvrière. Mais il peut acquérir une influence considérablement accrue, s'il sait opposer aux fautes des travaillistes des devises à la fois pratiques et conformes à l'évolution sociale.

Toujours est-il que l'expérience travailliste ne va profiter à la classe ouvrière que dans la mesure où les communistes sauront propager des mots d'ordre pratiques et de grande envergure.

H. BOREL.

Réponse de Rosmer

Les deux phrases que le camarade Borel détache de mon article expriment des vérités évidentes et que nul — quelle que soit son opinion sur le fond de la question — ne pourrait songer à contester.

Pourtant elles ont désorienté Borel et l'ont amené à croire que j'ai « l'air de vouloir préconiser la manière douce » et de penser que « nous devons ménager le gouvernement travailliste dans notre critique ».

Je ne pense rien de semblable. Je crois, au contraire, que nous ne devons montrer nul ménagement à l'égard du gouvernement travailliste — qui, lui, ne nous ménage guère — et je ne manquerai pas, pour ma part, de le critiquer aussi énergiquement et aussi souvent qu'il le faudra.

Je ne préconise pas « la manière douce » à son égard. Je m'efforce de préconiser une manière intelligente, compréhensible, fructueuse.

Il est bien vrai que je n'ai pas proposé de mots d'ordre susceptibles d'intéresser la masse ouvrière. Mais je pense que c'est la tâche réservée à nos camarades britanniques, qui sont mieux placés que nous pour le faire. Et je les crois très capables de bien mener leur bataille dans les circonstances présentes. Les mots d'ordre qu'indique Borel figurent dans le programme du Labour Party. Il suffit donc d'exiger du cabinet travailliste la réalisation de son programme et de ses promesses. C'est une base solide.

Borel pense, avec Lozovsky, que l'avènement des travaillistes au pouvoir constitue « une victoire de la bourgeoisie sur le socialisme ». Cela me paraît être une opinion contestable. Dans ce cas,

la bourgeoisie gagnerait à tout coup : aussi bien quand elle est battue que lorsqu'elle remporte la victoire. Je suis tout à fait convaincu que des « victoires » du genre de celle que la bourgeoisie britannique a remportée aux dernières élections, elle ne tient pas du tout à en connaître souvent. Du reste, Borel se hâte d'ajouter : « Lozovsky n'aurait tort — et je suis sûr qu'il s'en féliciterait grandement — qu'au cas où le Parti communiste anglais réussirait à faire comprendre à la majorité des ouvriers les leçons de l'expérience travailliste. »

Nous avons toujours dit que le communisme n'aurait chance de s'implanter en Angleterre qu'à la faveur de l'expérience travailliste, et après elle. Or, si cette expérience ayant lieu, nos camarades anglais ne parviennent pas à étendre sérieusement leur influence sur la masse ouvrière, alors ce n'est pas à la faillite du travaillisme que nous assisterons, mais à la débâcle du communisme. Et c'est ce que nos camarades anglais comprennent fort bien. Il n'est pas indispensable de le leur démontrer.

D'après les conversations que j'ai eues récemment avec notre camarade Lozovsky, je ne crois pas être en désaccord avec lui sur le fond des choses. J'ai fait une réponse à son article, uniquement parce qu'il me paraît poser la question d'une façon trop sommaire, trop simpliste et, par là, assez dangereuse.

A. ROSMER.

Pour se documenter

L'Unité ! L'Autonomie syndicale ! L'emprise du Parti communiste sur les Syndicats ! La Pureté du Syndicalisme ! Que de mots dont on aime à se gargariser sans toujours bien savoir ce qu'il y a derrière ; que de discours creux sur ces questions dans tous nos Congrès et assemblées...

Pour pouvoir apporter un point de vue **sérieux** dans la discussion de ces importants problèmes révolutionnaires, les camarades doivent se documenter.

La Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge leur offre une documentation solide, avec les trois dernières brochures qu'elle a éditées :

A. HERCLET. — L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité Syndicale 0 75

ANDRES NIN. — Les Anarchistes et le mouvement syndical 0 50

— Rapports entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste 1 50

Les trois brochures ensemble 2 »

Adresser les commandes à la Librairie du Travail, 96, quai Jemmapes, Paris (10^e), ou à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris (10^e).

DISCUSSION SUR LE CHANGE

La question du change est actuellement l'une de celles qui préoccupent le plus économistes et hommes d'Etat. Et cependant — quelque paradoxal que cela puisse paraître — il en est peu qui soient si mal connues. Les commentaires que suscite actuellement la baisse du franc en sont une preuve.

C'est que la question ne se pose plus comme avant la guerre. Des phénomènes nouveaux sont apparus, qui en ont transformé toutes les données et en rendent la compréhension et la solution extrêmement difficiles.

Avant la guerre, l'« *agio* » ou le « *disagio* » élevant le taux du change au-dessus ou au-dessous du « *gold point* » (1) représentait toujours une quantité relativement infime par rapport au pair, ce qui permettait d'en calculer aisément les causes. Actuellement, cet *agio* et ce *disagio* sont tels qu'ils élèvent et abaissent le taux du change d'une façon considérable, par rapport au pair, ce qui dérouté tous les calculs, en fournissant le prétexte à toutes sortes d'interprétations.

I

Il y a quelques mois, R. Louzon affirmait, dans l'*Humanité*, que les variations du change étaient dues principalement à la volonté de l'Etat, hausant ou baissant à son gré la valeur de l'unité monétaire. Nous avons dit, à cette époque, ce que nous pensions de ce point de vue. Nous n'y reviendrons donc pas.

Quelque temps après, Louzon déclarait que la cause de la baisse du change réside principalement dans le fait que la Banque de France a cessé de rembourser en or la valeur des billets de banque. « *Du jour où la Banque de France a cessé ses paiements, c'est-à-dire le remboursement en or de ses billets, chacun n'a plus pu trouver à vendre les billets de banque dont il était possesseur, c'est-à-dire ses créances sur la Banque de France, que pour une somme inférieure à leur valeur nominale, ceci aussi bien sur le marché intérieur que sur le marché international, ce qui a produit sur l'un ce que l'on a appelé improprement, « la vie chère », et, sur l'autre, la baisse du change, deux phénomènes, qui ne sont nullement engendrés l'un par l'autre, mais qui sont simplement deux aspects différents du même phénomène.* »

« *Rien n'est plus simple* », dit Louzon. Malheureusement, rien n'est moins prouvé. Louzon prend tout simplement pour la cause du phénomène ce qui n'en est, en réalité, que la conséquence. *Ce n'est pas, en effet, parce que la Banque de France ne rembourse plus en or le prix des billets de banque que ceux-ci diminuent de valeur, mais bien parce qu'ils ont diminué de valeur que la Banque de France ne les rembourse plus en or.*

Contrairement à ce que croit Louzon, ce qui fait qu'un billet de banque vaut 100 francs, ce n'est pas la possibilité que l'on a de l'échanger contre 100 francs d'or, mais bien le fait qu'on peut l'échanger contre 100 francs de marchandises. Et c'est parce que le prix des marchandises augmente que la valeur des billets de banque diminue.

En effet, la valeur totale des billets en circula-

tion varie, non pas par rapport à la valeur totale du stock d'or de la Banque de France, ou même de tout l'or existant dans le pays, mais par rapport à la quantité de marchandises, c'est-à-dire de valeurs-or, circulant réellement. La preuve, c'est que nous assistions, longtemps avant la guerre, et dans tous les pays, à une dépréciation constante de l'unité monétaire, par rapport aux marchandises, quoiqu'il fût toujours possible d'échanger ses billets de banque contre une somme d'or équivalente.

La preuve, c'est qu'il y a eu, à plusieurs reprises dans l'histoire, des périodes de cours forcés des billets de banque — et notamment, en Autriche, depuis 1893 jusqu'à la guerre — sans que ceux-ci aient subi, de ce fait, une dépréciation sensible.

La preuve c'est que, en Angleterre par exemple, où l'unité monétaire a subi, pendant la guerre, une dépréciation qui alla, à certains moments, jusqu'à près de 35 % de sa valeur d'avant-guerre, la Banque d'Angleterre n'a jamais cessé de rembourser en or le prix des billets de banque.

La preuve, c'est qu'en France même, pendant les premiers mois de la guerre, l'unité monétaire a conservé sa valeur d'avant-guerre, malgré le cours forcé des billets de banque, et qu'elle l'a même dépassée pendant quelques semaines, précisément au lendemain de la loi décrétant le cours forcé des billets de banque.

La preuve, c'est que cette dépréciation de l'unité monétaire, partout où elle se produit, ne se restreint pas aux seuls billets de banque, — comme cela devrait résulter de la théorie de Louzon — mais entraîne avec elle celle de toute la monnaie fiduciaire : titres de rente, titres d'emprunts, bons du Trésor, coupons, traites commerciales, lettres de crédit, etc.

La preuve, enfin, c'est que l'augmentation au coût de la vie et la baisse du change sont des phénomènes bien antérieurs à l'usage du billet de banque, puisqu'on les observait dès le *xvi^e* siècle.

Ceci pour ce qui concerne la valeur de l'unité monétaire sur le marché national. Mais attribuer la baisse de cette même valeur sur le marché international, c'est-à-dire la baisse du change, à la cessation du remboursement en or des billets de banque, c'est vraiment dépasser les bornes.

Nous avons déjà eu l'occasion de démontrer que le taux du change dépend uniquement de l'état de la balance générale des comptes. Quand celle-ci est *active*, c'est-à-dire quand les créances l'emportent sur les dettes, le change est favorable ; quand elle est *passive*, c'est-à-dire quand les dettes l'emportent sur les créances, le change est défavorable. Naturellement, la valeur de l'unité monétaire nationale se reflète toujours dans sa valeur internationale ; mais, loin d'être les deux aspects du même phénomène, comme l'affirme Louzon, ces deux sortes de valeurs reflètent deux phénomènes économiques essentiellement différents. L'une est, en effet, le rapport de la masse totale des billets en circulation (et non pas seulement des billets de banque) à la masse totale des marchandises circulant à l'intérieur d'un pays déterminé ; l'autre est le rapport des créances aux dettes que ce même pays a à l'étranger. Ces deux phéno-

(1.) Etalon or

mènes sont complètement indépendants l'un de l'autre, quoiqu'ils puissent influencer l'un sur l'autre.

D'autre part, si même nous admettions, pour un instant, que c'est le cours forcé des billets de banque qui est la cause de la baisse du change, il resterait à expliquer les variations du change, et même, d'une façon générale, la fixation d'un taux du change déterminé. Il faut donc que le cours forcé soit lui-même l'expression de facteurs économiques qui continuent à jouer indépendamment de lui, et qui déterminent à chaque moment la valeur nationale et internationale de l'unité monétaire, et en expliquent les variations. C'est là, en réalité, tout le problème.

II

D'autres font appel à des considérations d'ordre psychologique pour expliquer la baisse du change. C'est à cette sorte d'explication qu'à recours M. de Lasteyrie, ministre des Finances, pour qui la baisse du change n'a aucune cause d'ordre économique. D'après M. Stéphane Lauzanne, du *Matin*, si le franc baisse, c'est parce que les Anglais sont de mauvais humeur. Pour le *Temps*, c'est parce que l'Allemagne se livre contre le franc à une infâme campagne de dénigrement. Pour le faire remonter, il suffira donc d'une campagne en sens contraire.

Tout cela est risible. L'explication « psychologique » de la baisse du change équivaut, en réalité, à une absence totale d'explication. Prétendre expliquer par des causes d'ordre psychologique un phénomène social, tel que la baisse ou la hausse du change, c'est avouer qu'on ne comprend absolument rien à ce phénomène.

Marx en avait déjà fait la démonstration, à propos de la valeur. Dans la *Misère de la Philosophie*, il réfuta brillamment la thèse de ceux qui soutenaient que la valeur d'une marchandise tenait uniquement à des causes d'ordre psychologique, telles que le besoin ou le désir, et qui appuyaient cette affirmation sur le fait que le prix des marchandises diffère selon les endroits. Marx montra que le *prix* d'une marchandise est tout autre chose que la *valeur* de cette marchandise, que si des causes d'ordre psychologique peuvent intervenir pour en élever ou en abaisser le prix, elles ne peuvent changer en rien sa valeur, et que, au travers des variations secondaires des prix, la valeur de cette marchandise est représentée par un prix moyen, exprimant en chiffres la valeur du travail social incorporé à cette marchandise.

Le problème se pose exactement de la même façon pour le change. On déclare que les variations du change sont dues à des causes psychologiques. En réalité, les variations du change reflètent uniquement les variations de la valeur d'une monnaie déterminée, sur le marché international. Cette valeur varie, non pas selon l'humeur ou la confiance de ceux qui se trouvent sur ce marché, mais selon que varient certains facteurs économiques, qui seuls l'expliquent.

La preuve, c'est que, au travers des variations secondaires du cours du change, celui-ci se fixe à un taux moyen qui représente la valeur véritable de la monnaie en question sur le marché international. Ces variations secondaires s'expliquent par la façon dont on interprète, sur ce marché, la véritable valeur de la monnaie en question, et, en ceci, elles reflètent bien un phénomène d'ordre psychologique, mais elles représentent aussi peu cette valeur que les variations des prix d'une marchandise représentent la valeur véritable de cette marchandise.

On parle aussi de « spéculation », et l'on ne manque pas de rejeter sur les « spéculateurs » la responsabilité de la baisse du change. C'est ainsi qu'on croit pouvoir faire remonter le franc en emprisonnant ou en expulsant quelques spéculateurs à la Bourse. Cette conception bizarre des phénomènes sociaux correspond assez à la croyance naïve des « sauvages », d'après laquelle le tonnerre est dû à l'action d'une divinité mystérieuse, qui manifeste ainsi son mécontentement ou sa colère. Croire qu'on peut arrêter la baisse du change en emprisonnant quelques « boursicotiers », cela équivaut à croire qu'on peut éloigner un orage en offrant des sacrifices aux dieux.

Certes, il est possible, par des manœuvres de bourse, d'élever ou d'abaisser artificiellement la valeur du change, au-dessus ou au-dessous de sa valeur réelle. En ce sens, l'intervention de facteurs psychologiques, tel que le désir d'obtenir un certain profit ou d'atteindre un certain but politique, peut jouer un certain rôle. Mais s'ils influent sur le taux du change, ils ne le créent nullement, pas plus que le négociant qui élève artificiellement le prix des marchandises, en les accaparant, ne crée la valeur réelle de ces marchandises, qui reste la même, en dépit de toutes ses manœuvres.

D'ailleurs, si on examine la chose de près, toutes les manœuvres tendant à influencer sur le taux du change ou sur le prix d'une marchandise quelconque nécessitent elle-mêmes l'intervention de facteurs économiques, sans lesquels elles seraient absolument inefficaces. Pour spéculer sur le change, il faut pouvoir vendre ou acheter des devises ; pour spéculer sur des marchandises, il faut pouvoir en vendre ou en acheter. Car on ne spécule pas en l'air, mais sur des réalités économiques.

L'explication psychologique de la baisse du change apparaît donc comme arbitraire et insuffisante. Il faut donc trouver autre chose. Il faut trouver l'explication économique. Quelle est-elle ?

III

Avant la guerre, la valeur d'achat d'une monnaie, sur le marché national, restant toujours la même, ou ne variant que d'une façon insensible en même temps que celle de toutes les autres monnaies, le problème du change était d'une compréhension relativement facile.

Voici comment il se posait : quand la balance générale des comptes d'un pays est en déficit, c'est-à-dire quand les dettes l'emportent sur les créances, le change de ce pays est défavorable. La monnaie en question comporte un certain *disagio* sur le marché international : elle vaut sur ce marché un peu moins que le pair, pour cette bonne raison que, du fait que les créances sont moins nombreuses elles font *prime* sur le marché. Cette *prime*, que les débiteurs paient aux créanciers pour pouvoir s'acquitter, c'est précisément ce qui constitue le *disagio* de la monnaie en question. Quand la balance des comptes est active, c'est-à-dire quand les créances l'emportent sur les dettes, ce sont les débiteurs étrangers qui doivent payer une prime pour s'acquitter, et ce sont, par conséquent, les monnaies étrangères qui comportent un *disagio*. Mais, dans un cas comme dans l'autre, c'est la valeur de la monnaie sur le marché national qui sert de base à l'agio ou au *disagio*. Le *taux du change* n'est donc autre chose que le taux de la monnaie sur le marché national, plus la prime dont elle jouit sur le marché international, quand la balance générale des comptes est favorable, ou moins la prime que les détenteurs de cette mon-

naie paient aux détenteurs des monnaies étrangères, quand la balance des comptes est défavorable.

Il est donc évident que quand, pour une raison ou pour une autre, la valeur de la monnaie nationale diminue, le taux du change devra refléter, sur le marché international, cette même diminution.

Il arrivera donc que la baisse du change ne sera souvent, en réalité, autre chose que la baisse de la valeur d'achat de la monnaie nationale. Dans ce cas, ce n'est pas le taux du change qui aura baissé, c'est la valeur de la monnaie elle-même. *Toute la confusion créée autour de cette question du change provient, en réalité, de l'incapacité où l'on est généralement de distinguer la valeur nationale d'une monnaie de sa valeur internationale.*

C'est pourquoi, pour bien comprendre les causes de la baisse du change d'une monnaie, il faut examiner : 1° les facteurs économiques qui influent sur la valeur nationale de la monnaie (inflation par émissions exagérées de papier-monnaie) ; 2° les facteurs économiques qui influent sur sa valeur internationale (état de la balance générale des comptes).

La baisse actuelle du franc tient à deux sortes de causes principales : 1° inflation fiduciaire, par suite d'émissions de papier-monnaie (billets de banque et bons du Trésor) dépassant les besoins de la circulation fiduciaire ; 2° état déficitaire de notre balance générale des comptes (excès des

importations sur les exportations au cours des années de guerre et d'après-guerre, d'où sortie considérable de capitaux : 15 milliards, d'après de Lasteyrie), anéantissement à peu près complet de nos créances à l'étranger (créances russes, créances allemandes) et enfin existence d'une dette publique formidable (dette consolidée, dette flottante, dette extérieure : 450 milliards en tout pour une fortune nationale qui ne dépasse pas 1.000 milliards).

En ce qui concerne particulièrement nos dettes extérieures (dettes anglaises, dettes américaines plus de 120 milliards, au cours actuel du franc) grossissant automatiquement avec la baisse du franc, elles pèsent d'un poids formidable sur notre balance générale des comptes, et par conséquent sur la valeur de notre unité monétaire. *Plus le franc baisse, et plus les dettes augmentent. Plus celles-ci augmentent, plus le franc baisse.* C'est un cercle vicieux, qui ne comporte pas d'issue. Au terme, c'est la faillite inévitable.

C'est pourquoi toutes les mesures gouvernementales tendant à arrêter la baisse du franc par des moyens artificiels auront à peu près le même effet que des cautères sur une jambe de bois. Elles pourront peut-être l'arrêter momentanément, elles ne réussiront pas à l'entraver. *L'Etat français court à la banqueroute, avec toutes ses conséquences sociales.* Seul, un miracle pourrait la conjurer. Mais on ne fait plus de miracle, au xxe siècle.

Marcel OLLEVIER.

A la veille de la Révolution (*)

Les informations de Larine ne tardèrent pas à porter leurs fruits. Chaque fois que les leaders scandinaves abusés par lui dénaturaient la vérité, il leur arrivait de Russie des protestations qui les embarrassaient fort et auxquelles ils ne comprenaient rien. Il en fut ainsi pour Troelstra qui reçut des socialistes de Varsovie la lettre suivante dans laquelle ces derniers démentaient catégoriquement les communications de Larine :

AU CAMARADE TROELSTRA
Varsovie, 2 décembre 1914.

Cher camarade,

Il y a quelque temps, les *Rousskia Viedomosti* de Moscou ont publié un article concernant l'attitude des socialistes des différentes nationalités en Russie envers la guerre. Parlant des socialistes de Pologne, l'auteur s'est référé à une interview qu'il avait eue avec vous.

D'après lui, vous l'avez informé qu'un comité ouvrier composé des partis suivants : 1° Parti socialiste polonais (gauche) ; 2° social-démocratie de Pologne et de Lithuanie (opposition varsovienne) ; 3° Bund (organisation ouvrière juive), s'était constitué à Varsovie dans le but de « combattre l'austrophilie » dans la société polonaise. En réalité, quelques jours après la déclaration de la guerre, il s'est fondé à Varsovie un Conseil Ouvrier inter-parti composé des partis susmentionnés, mais ayant des buts tout autres.

Ce Conseil doit élaborer une plate-forme générale déterminant l'attitude de la classe ouvrière du Royaume de Pologne devant le conflit international actuel et accorder l'action politique des partis qu'il englobe.

Les publications du Conseil ont prouvé que le prolétariat conscient et organisé de Pologne repousse énergiquement l'orientation austrophile aussi bien que l'orientation russophile. Le prolétariat ne lie son sort à

la victoire d'aucune des parties belligérantes, qui luttent pour des intérêts dynastiques et impérialistes. Il met son espoir uniquement dans les forces internationales des ouvriers.

Par suite, le prolétariat du Royaume de Pologne est étranger à toute orientation politique bourgeoise en contradiction avec la tactique socialiste.

Agréés nos vœux fraternels et nos salutations socialistes.

Signé : Pour le Conseil : N.

La Conférence de Copenhague

Les poursuites exercées contre les Russes ainsi que la filature policière dont j'étais l'objet, m'incitèrent à quitter temporairement la Suède. L'expulsion de Kollontaï avait été suivie de plusieurs autres.

Branting et Stroem, auxquels je confiai mon dessein, furent également d'avis que je ferais bien de m'éclipser pour quelque temps de Stockholm.

Comme il n'y avait pas de liaison permanente organisée avec la Russie, il me fallait recourir aux bons offices des émigrés de passage ainsi que des camarades finnois et dépenser beaucoup d'argent pour l'emballage *sui generis* de mes envois. Différentes maisons commerciales et industrielles avaient, pour l'expédition des marchandises et des hommes, un service de contrebande très bien organisé. Quelques-unes étaient dirigées par des ingénieurs russes, anciens social-démocrates ; mais, craignant de perdre leurs sinécures, ceux-ci ne voulaient absolument rien faire pour seconder notre propagande révolutionnaire en Russie.

A maintes reprises, les social-patriotes russes insinuèrent que l'argent « allemand » n'était pas étranger à l'édition de notre littérature, à l'organi-

(*) Voir les numéros 52, 1, 2, 4, 6.

sation de notre service de transport, et en général, à notre propagande révolutionnaire. Comme tout se faisait alors par mon entremise ou avec ma participation directe, ces calomnies visaient principalement ma personnalité et produisaient sur moi une impression extrêmement pénible, dont maintenant encore je conserve une douloureuse amertume.

De Russie, je ne recevais aucun fonds. A Stockholm, il était impossible de s'en procurer parmi la colonie russe, très peu nombreuse d'ailleurs. Il fallut réduire le travail au minimum et recourir aux emprunts. Le C.C. du parti suédois m'avança 400 couronnes ; en outre, je réussis à en emprunter à peu près autant à quelques camarades. Ce furent là, avec les sommes infimes délivrées par notre Comité Central de l'étranger, toutes mes ressources pour 1914 et le printemps de l'année 1915.

Avec des moyens pécuniaires aussi limités, je ne pouvais évidemment envoyer des hommes et de la littérature en Russie. Le manque d'argent me mettait au désespoir ; pour me nourrir et m'acquitter tant bien que mal de ma mission, il me fallait user d'expédients de toute sorte, car il m'était impossible de trouver personnellement du travail et, à plus forte raison, des capitaux pour une entreprise aussi peu avantageuse que celle de l'action révolutionnaire en Russie.

En décembre, je transportai mes pénates dans la capitale du Danemark. Le bon marché extraordinaire de la vie y avait attiré une foule de mêtèques : spéculateurs de toutes nationalités, émigrés russes, femmes de bourgeois allemands venues pour se reposer, déserteurs, etc. Nombre de Russes travaillaient dans l'« Institut pour l'étude des conséquences de la guerre » organisé par Parvus ; d'autres avaient réussi à se caser dans la société de la Croix-Rouge. Les espions et correspondants de journaux de tous les pays fourmillaient à Copenhague. C'est de là que partaient tous les canards et ballons d'essai lancés ensuite par tout l'univers.

La social-démocratie danoise se préparait au congrès international. Notre Comité Central ayant, avec les partis suisse et italien, refusé d'y participer, ma tâche se réduisait à recueillir des informations sur les menées diplomatiques des opportunistes scandinaves.

Au Danemark, pays de petite exploitation rurale, le socialisme était dépourvu de tout caractère révolutionnaire. On y vivait soi-disant, en régime démocratique, le souverain étant, d'après l'opinion reçue, un brave homme « sans prétentions ». La situation géographique avantageuse du Danemark, dont les produits avaient un écoulement assuré en Angleterre et en Allemagne, favorisait grandement l'agriculture et l'élevage. A mesure que se développaient les hostilités et que le manque de vivres se faisait sentir plus fortement dans les pays belligérants, les prix montaient et les propriétaires danois réalisaient des bénéfices énormes.

A la veille de la guerre, le peuple danois luttait pour l'institution du suffrage universel. Aux élections, les social-démocrates et les libéraux qui réclamaient le droit de vote pour les femmes, remportèrent la victoire et obtinrent la majorité au Volketing. Le parti social-démocrate qui avait obtenu le plus grand nombre de sièges au Parlement devait, selon la règle, former le ministère, mais il s'y refusa au profit des libéraux. Ces derniers, auxquels les social-démocrates avaient promis un « appui loyal » furent chargés d'élaborer la nouvelle constitution et de la faire adopter.

Néanmoins, une infime majorité réactionnaire au

Sénat profita de la guerre pour ajourner l'examen de la nouvelle constitution. Quoique soutenu par la majorité socialiste du Parlement, le ministère libéral plia devant les réactionnaires et renonça temporairement à sa réforme.

Le principal souci du ministère était le maintien de la paix et, pour y arriver, les socialistes consentirent à « l'union sacrée » avec la bourgeoisie. Ils soutinrent le gouvernement de toutes leurs forces, votèrent le budget militaire, etc.

Les syndicats aussi, soi-disant, étaient heureux qu'il n'y eût pas de conflit entre le travail et le capital. Pourtant, ils étaient loin de pouvoir se féliciter d'avoir amélioré les conditions de vie des ouvriers. La guerre avait provoqué un chômage considérable. Sur 120.400 ouvriers organisés, les sans-travail étaient au nombre de 13.900. Ils étaient secourus par les syndicats et l'Etat. Les communes, de leur côté, venaient directement en aide aux ouvriers non organisés et fournissaient quelques subsides aux syndicats.

Au Danemark, on se proposait d'observer strictement la neutralité et l'on considérait que c'était la violer que d'exprimer sa sympathie ou de s'indigner au sujet d'un acte quelconque des belligérants. Néanmoins, cela n'empêchait pas les capitalistes d'écouler leurs produits dans les deux camps adverses à ceux qui les leur payaient le plus cher.

A mon arrivée à Copenhague, l'appui des libéraux aux social-démocrates s'était déjà transformé en une étroite collaboration. Le parti social-démocrate danois participait activement au ministère, où Stauning avait accepté un portefeuille. J'avais hâte de savoir quelle était la position de ce dernier dans la question de la guerre et de l'Internationale. Mais Stauning se déroba constamment à mes questions et évitait même de me rencontrer.

Je me décidai alors à m'adresser à lui « officiellement », c'est-à-dire à lui écrire une lettre sur du papier à en-tête de notre parti. Forcé dans ses retranchements, il me convoqua à une entrevue spéciale dans les locaux du C.C. du parti social-démocrate. Au cours de notre entretien, il me déclara qu'il ne pouvait exprimer son opinion sur la guerre, car ce serait là une violation de la neutralité, et qu'il ne me l'exposerait que lorsque le conflit serait terminé. Néanmoins, disciple et admirateur de la social-démocratie allemande, de ses méthodes d'organisation et de sa tactique, il adoptait également dans la question de la guerre le point de vue de cette dernière.

Ainsi son « attitude envers la guerre » comportait une certaine sympathie pour l'une des coalitions belligérantes, ce qui était une violation de la neutralité telle qu'il la concevait. Quant à l'Internationale, il n'admettait son action qu'après la guerre. D'après lui, elle était essentiellement un instrument pour le temps de paix. A ce moment de crise sans précédent que traversait le prolétariat, l'union ouvrière internationale devait cesser son action et vivre dans l'espoir d'un avenir meilleur... après la cessation du conflit. Nombreux d'ailleurs étaient les leaders de ce type dans les partis socialistes de tous les pays.

Stauning me fournit des renseignements précieux sur la lutte qui se déroulait autour du Bureau Socialiste International. Les Allemands tentaient de s'emparer en utilisant à cet effet les Hollandais. Quant aux socialistes de l'Entente, ils ne voulaient le lâcher à aucun prix et ne consentaient même pas à le « transmettre » entre les mains de leurs confrères « neutres » d'Amérique.

La propagande pour le congrès international était assez active. L'initiative en avait été prise par les Américains. Stauning me remit un exemplaire de la

lettre d'invitation suivante avec le cachet du « Comité National du Parti Socialiste » d'Amérique :

Chicago, Etats-Unis, 24.9.1914.

Nous vous adressons ci-joint un appel pour la convocation d'une session extraordinaire d'un congrès socialiste international consacrée à la question de la paix. Cet appel émane du Comité Exécutif National du Parti Socialiste d'Amérique. Il a été envoyé parce que :

- 1° Une conférence internationale est absolument nécessaire au moment de la crise actuelle ;
- 2° Le Bureau International ne peut fonctionner par suite de la guerre en Belgique ;
- 3° Les Etats-Unis sont la seule grande nation ne participant pas à la guerre.

Cette conférence doit avoir lieu à Washington, à La Haye ou à Copenhague.

Il serait désirable que vous transmettiez télégraphi-

quement à notre Bureau votre voix pour tel ou tel endroit.

Au cas où vous choisiriez Washington, le Parti Socialiste Américain s'engage à payer les frais de déplacement et autres à raison de cinq délégués pour chaque nation ayant 20 voix. Le nombre des délégués ne doit pas être inférieur à deux.

Walter LANFERSICK,

Néanmoins, la proposition des socialistes américains d'organiser la conférence internationale aux Etats-Unis, ne fut pas accueillie favorablement dans les pays scandinaves. Le voyage aurait pris trop de temps, et les délégués tenaient à rester en Europe pour suivre de près la situation. C'est pourquoi la majorité des neutres déclinaient l'invitation qui leur était adressée.

(A suivre.)

A. CHLIAPNIKOV.

Ce que disent les militants

Le camarade Saufrignan, dont nous avons déjà publié une lettre, nous écrit sur la tactique électorale

Le Parti communiste a offert au Parti socialiste S.F.I.O. de faire le bloc aux prochaines élections. S'il l'a fait, c'est que le Parti S.F.I.O. a encore un programme révolutionnaire de lutte de classes et qu'il est suivi par des masses ouvrières qui croient que c'est un parti révolutionnaire.

S'ils acceptaient le pacte, tant mieux ; mais c'est peu probable.

Dans ces conditions, nous devons présenter des candidats avec le programme communiste intégral et faire remarquer aux masses le rôle joué par les S.F.I.O., qui préfèrent l'alliance avec la bourgeoisie plutôt qu'avec des représentants ouvriers.

Il est à remarquer, d'autre part, que le mode de scrutin qui sera appliqué aura une grande influence sur notre tactique et nous obligera à la modifier selon les circonstances.

Si nous avions le scrutin de liste avec répartition proportionnelle intégrale, la situation serait claire, et chaque parti se présenterait, son drapeau largement déployé.

Si nous revenions au scrutin d'arrondissement avec deuxième tour, la tactique la meilleure serait celle qui a été préconisée dernièrement par un camarade dans *l'Humanité* : au premier tour, lutte contre tous les adversaires ; au deuxième tour, si le communiste est en tête, on maintient sa candidature sans rien demander à personne ; si c'est le candidat S.F.I.O. qui a la majorité, le communiste se désiste en sa faveur.

Certains camarades peuvent trouver cette conception fautive, et dans une discussion où j'émettais cette idée, un camarade m'a répondu qu'en suivant mon raisonnement jusqu'au bout dans certains cas, il faudra se désister en faveur des radicaux plutôt que de laisser passer le Bloc national. Des camarades sérieux pensent qu'il nous faut être contre tous les bourgeois, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Ces camarades sont dans l'erreur. Je leur demanderais : « Pour quelle raison proposez-vous le bloc au scrutin majoritaire et défendez-vous l'isole-

ment au scrutin d'arrondissement ? » Cette attitude est équivoque ; il ne peut pas être question de se désister en faveur des radicaux, car tout le monde, y compris les ouvriers les plus arriérés, sait que les radicaux sont des bourgeois. Quant aux S. F. I. O., des masses d'ouvriers croient encore qu'ils sont révolutionnaires ; il y a une nuance et elle est énorme ; c'est à ces ouvriers qu'il faut ouvrir les yeux, et on y parviendra difficilement par la propagande, car les discours des S.F.I.O. sont révolutionnaires. On n'y arrivera qu'en poussant les socialistes au pouvoir ou en les obligeant à se compromettre avec la bourgeoisie.

J'irai même plus loin. Le pire qui puisse nous arriver, c'est de voir à la Chambre le Bloc des gauches avec une majorité radicale et radicale-socialiste. Dans ce cas, nous n'aurons pas l'occasion de voir au travail le Parti S.F.I.O. ; il pourra toujours montrer aux masses que s'il a été impuissant, c'est parce qu'il n'était pas en majorité. Je pose une question, très sérieuse : le Parti communiste n'aurait-il pas intérêt à ne présenter de candidats que là où il a la certitude d'avoir des élus, et partout ailleurs faire une active propagande sur les listes S.F.I.O. ? Ne pourrait-on pas faire comme en Angleterre, et par ce moyen séparer complètement les S.F.I.O. de la bourgeoisie radicale ? Si par ce moyen nous réussissions à les amener à avoir la majorité au Parlement, croyez-vous qu'un grand pas ne serait pas fait vers la révolution ? La situation n'est pas révolutionnaire en France, et cette étape est nécessaire. Mais en ce moment les années sont des siècles ; si la situation devenait révolutionnaire et que le Parti S. F. I. O. occupe le pouvoir, bien des yeux seraient ouverts. Je livre mes réflexions à la critique des militants.

Dans le prochain numéro, nous publierons une intéressante lettre de Marcel Ollivier, sur l'avenir du Bulletin Communiste.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.